

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 501

24 février 2015

### SOMMAIRE

Act Racing S.à r.l. ....	24008	Fonds Massinissa Lux .....	24018
Administration et Gestion Immobilière ..	24008	Graffiti Marketing and Multimedia Holding S.A. ....	24002
Aedifica Luxembourg II S.à r.l. ....	24006	Graffiti Marketing and Multimedia Holding S.A. ....	24003
Aircraft Holding Solutions IV Lux S.à r.l. .....	24007	Helio Energia Holdings S.A. ....	24030
Aircraft Holding Solutions Lux S.à r.l. ....	24008	HTF US Life 1 S.à r.l. ....	24020
Ardea TG 14 (Lux) S.à r.l. ....	24007	HTS CAP S.A. ....	24009
Babcock & Brown FDP S.à r.l. ....	24004	Imagolux S.à r.l. ....	24003
Baker Blue Shipping Holdings S.à r.l. ....	24009	Immo-Ardenne s.à.r.l. ....	24003
BT Professional Services (Luxembourg) S.A. ....	24007	Lipniza Investments S.à r.l. ....	24004
Campbell Luxembourg Holdings S.à r.l. .....	24008	Lubaz S.A. ....	24003
Chantilly S.A. ....	24048	Marsch & McLennan Companies Regional Holdings S.à r.l. ....	24003
Commonwealth Luxembourg Holdings S.à r.l. ....	24010	Modulex S.A. ....	24005
Construct-Design S.à r.l. ....	24046	Monceau Fleurs International S.A. ....	24005
Dax S.à r.l. ....	24014	Montpaurimi S.A. SPF .....	24010
Deroma Financière S.A. ....	24016	Movilway IP S.à r.l. ....	24028
DH M Alpha Lux S.A. ....	24002	Nels Natursteine S.à r.l. ....	24005
Electro-Sat S.à r.l. ....	24002	Ocwen Luxembourg II S.à r.l. ....	24005
Eos Products S.à.r.l. ....	24035	Ohio S.à r.l. ....	24009
EPF Acquisition Co 24 S.à.r.l. ....	24047	Orelus Privaco S.A. ....	24006
EPF Acquisition Opera S.à r.l. ....	24047	Parvest .....	24034
Eufina S.A. ....	24004	Phase III Development Company S.à r.l. .....	24006
Eveil Santé .....	24002	Primigenia S.A., SPF .....	24019
Fassile Saint-Germain S.à r.l. ....	24002	PrivAccess .....	24022

**Eveil Santé, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1918 Luxembourg, 39, rue de Laroche.

R.C.S. Luxembourg B 181.352.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015012666/10.

(150014490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2015.

**Electro-Sat S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7513 Mersch, 9, rue d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 159.450.

Le bilan au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 23/01/2015.

Référence de publication: 2015012670/10.

(150014991) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2015.

**Fassile Saint-Germain S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 179.835.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 22 décembre 2014.

Pour statuts coordonnés

Référence de publication: 2015012691/11.

(150015034) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2015.

**DH M Alpha Lux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 28, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 167.717.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 13 novembre 2014.

Pour statuts coordonnés

Référence de publication: 2015012692/11.

(150015039) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2015.

**Graffiti Marketing and Multimedia Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 144.889.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour GRAFFITI MARKETING AND MULTIMEDIA HOLDING S.A.*

HRT FIDALUX SA

*Agent domiciliaire*

Référence de publication: 2015012724/12.

(150014734) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2015.

**Imagolux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3590 Dudelange, 27, place de l'Hôtel de Ville.

R.C.S. Luxembourg B 102.344.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015012758/10.

(150014846) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2015.

**Immo-Ardenne s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9676 Noertrange, 7, Op der Hekt.

R.C.S. Luxembourg B 94.664.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015012762/10.

(150015022) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2015.

**Lubaz S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 171.058.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 30 décembre 2014.

Pour statuts coordonnés

Référence de publication: 2015012843/11.

(150015036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2015.

**Marsch & McLennan Companies Regional Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 192.785.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 23 janvier 2015.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2015012850/11.

(150014873) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2015.

**Graffiti Marketing and Multimedia Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 144.889.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour GRAFFITI MARKETING AND MULTIMEDIA HOLDING S.A.*

HRT FIDALUX SA

*Agent domiciliataire*

Référence de publication: 2015012725/12.

(150014735) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2015.

**Eufina S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 4, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 68.478.

—  
EXTRAIT

L'assemblée générale du 22 janvier 2015 a nommé comme nouvel administrateur.

- Monsieur Vincent de LAUNOIT, demeurant Drève du Carmel 21, B-1410 Waterloo, Belgique, Administrateur.

Son mandat prendra fin en même temps que le mandat des autres administrateurs lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 30 septembre 2015.

Luxembourg, le 22 janvier 2015.

Pour EUFINA S.A.

Société anonyme

Référence de publication: 2015011989/15.

(150014149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

---

**Babcock & Brown FDP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 122.536.

—  
*Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la société en date du 21 janvier 2015*

L'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

1) La révocation du gérant unique de la Société, Babcock &amp; Brown European Investments S.à r.l., avec effet au 21 janvier 2015.

2) La nomination de Monsieur Christian Bühlmann en tant que nouveau gérant unique de la Société, résidant professionnellement au 127, rue de Mühlentbach, L-2168 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, né le 1<sup>er</sup> mai 1971 à Eschenbach (Grand-Duché de Luxembourg) avec effet au 21 janvier 2015 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 janvier 2015.

Marcus PETER

Mandataire

Référence de publication: 2015011843/18.

(150013623) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

---

**Lipniza Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 107.043.

—  
*Extrait des décisions prises par l'associé unique en date du 15 décembre 2014*

1. Mme Katia CAMBON a démissionné de son mandat de gérante.

2. Mlle Stéphanie MEYER a démissionné de son mandat de gérante.

3. UNIVERSAL MANAGEMENT SERVICES SARL, société à responsabilité limitée, avec siège social à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, R.C.S. Luxembourg B 64.474, a été nommée comme gérante pour une durée indéterminée.

4. M. David SANA, administrateur de sociétés, né le 10 avril 1974 à Forbach (France), demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant pour une durée indéterminée.

5. La société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux gérants.

Luxembourg, le 21 janvier 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour LIPNIZA INVESTMENTS S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015012193/19.

(150013761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

**Nels Natursteine S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6581 Rosport, 9, rue Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 162.384.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.  
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Echternach, den 22.01.2015.

Référence de publication: 2015012254/10.

(150014075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

**Ocwen Luxembourg II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: USD 20.001,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 147.269.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 janvier 2014.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2015012269/13.

(150014113) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

**Modulex S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 60.795.

## EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 16 janvier 2015 à 11:30 au siège social de la société que la démission de Monsieur Claude Zenner de son poste d'administrateur est acceptée. Monsieur Jean Manuel Lopez, demeurant Route de l'Aminona 96, 3963 Crans Montana 1, Suisse, est nommé administrateur et administrateur délégué avec pouvoir de signature unique, avec expiration du mandat lors de l'assemblée générale qui se tiendra en 2018.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

*Le Conseil d'Administration*

Référence de publication: 2015012250/15.

(150013686) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

**Monceau Fleurs International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 130.120.

Lors de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 20 janvier 2015, les actionnaires ont pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Chafai Baihat, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat d'administrateur de catégorie B, avec effet au 15 décembre 2014 et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 30 septembre 2014 et qui se tiendra en 2015;

2. Acceptation de la démission de Géraldine Schmit, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat d'administrateur de catégorie B, avec effet au 15 décembre 2014;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 janvier 2015.

Référence de publication: 2015012251/16.

(150013714) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

**Orelius Privaco S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 119.762.

**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

Par jugement rendu en date du 15 janvier 2015, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a déclaré closes pour insuffisance d'actif les opérations de liquidation de la société ci-après indiquée, en mettant les frais à charge de la masse et le solde à charge du Trésor, de:

la société anonyme «ORELIUS PRIVACO SA», immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B119.762, ayant eu son siège social à L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès, dénoncé en date du 3 mai 2011;

POUR EXTRAIT CONFORME

*Le liquidateur*

Référence de publication: 2015012278/14.

(150014420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

**Phase III Development Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: USD 500.000,00.**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 149.295.

*Extrait des Résolutions prises par l'Associée Unique de la Société Le 5 Décembre 2014*

Il résulte de la résolution de l'associée unique de la Société tenue en date du 5 décembre 2014, d'accepter la démission de Monsieur Maarten Boers en tant que gérant de classe C de la Société, avec effet immédiat.

A ce jour, le conseil de gérance de la Société se compose comme suit:

Christophe El Gammal      gérant de classe A

Kenneth Macleod          gérant de classe B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015012290/15.

(150014118) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

**Aedifica Luxembourg II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 55, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 139.725.

**EXTRAIT**

Il résulte d'une décision des associés la Société en date du 16 décembre 2014, de:

- transférer le siège social de la société du 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg au C/o Liberty Office Center, 55, avenue de la Liberté. L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg avec effet immédiat.

- rayer Monsieur Alain MESTAT en tant que gérant de la société avec effet immédiat;

- nommer en tant que gérants de la société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée les personnes suivantes;

\* Monsieur Jean KOTARAKOS, né le 20 février 1963 à Uccle, Belgique, résidant professionnellement au 331, Avenue Louise, 1050 Bruxelles, Belgique;

\* Monsieur Stéphane BIVER, né le 3 août 1968 à Watermael-Boitsfort, Belgique, résidant professionnellement au 128, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg; et

\* Monsieur Alain NOULLET, né le 2 novembre 1960 à Bergen-Sainte-Agathe, Belgique, résidant professionnellement au 128, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg.

- nommer la société Ernst & Young Luxembourg S.A., enregistrée au Registre de Commerce et des sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B088.019, ayant son siège social au 7, Rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Luxembourg, en tant que Réviseur d'entreprises agréé de la société avec effet immédiat et ce pour une durée d'1 an.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 janvier 2015.

Référence de publication: 2015011778/25.

(150014216) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

**BT Professional Services (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 57.779.

*Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique de la société le 19 septembre 2014*

L'actionnaire unique de la Société a décidé, lors de l'assemblée générale annuelle de la Société tenue en relation avec l'approbation des comptes annuels de la Société au 31 mars 2014, de renouveler les mandats suivants pour une période de six ans prenant fin lors de l'assemblée générale annuelle devant être tenue en 2020:

1. La société BT Professional Services (Holdings) N.V., ayant Monsieur Joris Van OERS comme représentant permanent, en tant qu'administrateur unique de la Société;

2. La société GRANT THORNTON LUX AUDIT SA., une société anonyme, ayant son siège social au 89A, Pafebruch, L-8308 Capellen et immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 43.298 en tant que commissaire aux comptes de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015011886/17.

(150013580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

**Ardea TG 14 (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 141.285.

EXTRAIT

Suite aux résolutions prises lors de l'assemblée générale annuelle du 3 décembre 2014, Monsieur Alan Botfield, né le 22 décembre 1970 à Stirling, United Kingdom, résidant professionnellement au 51 avenue J.F. Kennedy L-1855 Luxembourg, a été nommé gérant avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Veuillez noter que Madame Nina Kleinbongartz a démissionné de sa fonction de gérant de la Société en date du 14 janvier 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 janvier 2015.

Pour extrait sincère et conforme

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015011829/18.

(150014175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

**Aircraft Holding Solutions IV Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 91.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5C, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 186.944.

*Extrait des résolutions de l'associé unique de la Société du 15 Décembre 2014*

Au 15 Décembre 2014, l'associé unique a pris la résolution suivante:

- Approuvera démission de Pedro Fernandes das Neves, né le 15 Octobre 1974 à Lisbonne, Portugal, ayant comme adresse professionnelle 5, C rue Eugène Ruppert, L-2453-Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet le 15 Décembre 2014.

Depuis cette date, le conseil de gérance de la Société est désormais composé des personnes suivantes:

- Julie K.Braun (gérant)

- Hervé Marsot (gérant)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 Décembre 2014.

Aircraft Holding Solutions DE, LLC

Référence de publication: 2015011780/19.

(150014294) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

**AGESIM, Administration et Gestion Immobilière, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 123, rue de la Faïencerie.  
R.C.S. Luxembourg B 90.493.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015011777/9.

(150014255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

---

**Act Racing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5955 Itzig, 11, rue de Contern.  
R.C.S. Luxembourg B 145.720.

Les comptes annuels au 31-12-2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la gérance*

Signature

Référence de publication: 2015011808/11.

(150014417) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

---

**Campbell Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 65.000,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 39, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 179.151.

*Extrait des résolutions du conseil de gérance du 14 janvier 2015*

Il résulte d'une décision du conseil de gérance que le siège social de la Société est transféré au 39, Avenue J.-F. Kennedy, L-1855 Luxembourg avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 janvier 2015.

Référence de publication: 2015011888/13.

(150013933) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

---

**Aircraft Holding Solutions Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 20.003,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5C, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 174.497.

*Extrait des résolutions des associés de la Société du 15 Décembre 2014*

Au 15 Décembre 2014, les associés ont pris la résolution suivante:

- Approuver la nomination d'Herve Marsot, né le 02 Octobre 1974 à Mulhouse, France, ayant comme adresse professionnelle 5, C rue Eugène Ruppert, L-2453-Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet le 15 Décembre 2014.

Depuis cette date, le conseil de gérance de la Société est désormais composé des personnes suivantes:

- Julie K.Braun (gérant)

- Hervé Marsot (gérant)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 Décembre 2014.

ACO II Investments Holding Company (offshore) LLC

TCS II Investment Holding Company (offshore) LLC

TCS II Opportunities Investment Holding Company (offshore) LLC

Référence de publication: 2015011781/21.

(150014335) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

---



**HTS CAP S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 85.702.

*Extrait des résolutions du conseil d'administration de la société prises en date du 12 janvier 2015.*

En date du 12 janvier 2015, la Société a pris la décision de transférer son siège social du 2 - 8 Avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg au 25 A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Luxembourg, le 20 janvier 2015.

Pour extrait conforme

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2015012097/14.

(150014425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

---

**Ohio S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 25.000,00.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.  
R.C.S. Luxembourg B 152.620.

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

La dénomination de l'associé unique de la Société, Ipanema III LLC, doit se lire désormais comme suit:

- IPSWICH LLC

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 janvier 2015.

Ohio S.à r.l., en liquidation volontaire

Signature

Référence de publication: 2015012271/16.

(150013659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

---

**Baker Blue Shipping Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 25.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 173.965.

*Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 16 janvier 2015.*

En date du 16 janvier 2015, l'associé unique de la Société a pris la résolution suivante:

- de nommer Monsieur Maarten DERKSEN, né le 12 avril 1976 à Utrecht, Pays-Bas, résidant professionnellement à l'adresse suivante: c/o King Street Capital Management, L.P., 65 East 55<sup>th</sup> Street, 30<sup>th</sup> Floor, NY 10022 New York, Etats-Unis d'Amérique, en tant que nouveau gérant de classe A de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

En conséquence, le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Michael P. WENGROFSKY, gérant de classe A

- Madame Nao MAEDA, gérant de classe A

- Monsieur Maarten DERKSEN, gérant de classe A

- Madame Frédérique DUCULOT, gérant de classe B

- Monsieur Philippe LECLERCQ, gérant de classe B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 janvier 2015.

Baker Blue Shipping Holdings S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2015011844/24.

(150013993) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

---

**Commonwealth Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 148.555.

Le Bilan consolidé au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg (conforme Art. 316 du loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 janvier 2015.

Johannes de Zwart

Gérant

Référence de publication: 2015011897/13.

(150013950) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

**Montpaurimi S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 184.101.

In the year two thousand fourteen, the eleventh day of December,  
before Maître Martine DECKER, notary residing in Hesperange.

Was held

the Extraordinary General Meeting (the "Meeting") of the shareholders of the public limited liability company "MONT-PAURIMI S.A. SPF", a société anonyme having its registered office in L-1840 Luxembourg, 11b, boulevard Joseph II, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg under number B 184101 (the «Company»), incorporated by a deed of Maître Paul DECKER, then residing in Luxembourg, on December 16, 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 841 of April 2<sup>nd</sup> 2014.

The Meeting is declared open at 4.30 p.m by Mr. Julien DEMELIERMOERENHOUT, private employee, residing professionally at Hesperange,

who appoints as secretary Mrs. Babsi SINNES, private employee, residing professionally at Hesperange.

The Meeting appoints as scrutineer Mr. Nicolas HAMEL, lawyer, residing professionally at 10 rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg.

The Bureau having thus been constituted, the Chairman declares and requests the notary to record that:

I. The agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Ending of the financial year on December 11, 2014 and approval of the interim accounts for the period from January 1 to December 11, 2014;

2. Resignation of the directors and of the auditor and discharge granted for their mandates as of the date of radiation of the Company with the Luxembourg Trade and Companies Register;

3. Transfer of the statutory and administrative registered office of the Company from Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg to East 53<sup>rd</sup> Street, Marbella, MMG Tower, 2<sup>nd</sup> Floor, Panama, Republic of Panama, with maintenance of the legal personality of the Company, the change of nationality and the transfer of the registered office not leading to the dissolution nor the creation of a new company, all of this being subject to a suspension clause of registering the Company in Panama;

4. Change of the articles of association so that the Company's articles of association comply with the regulations governing stock corporations pursuant to the provisions of the General Corporation Law of the Republic of Panama and approval of the new articles of association a copy of which is attached, this exhibit constituting part of this resolution;

5. Decision to simultaneously continue the existence of the Company under the jurisdiction of the territory of the Republic of Panama under the name «MONTPAURIMI S.A.»;

6. Appointment of Mr Edgardo Eloy DIAZ, Mrs Gina MARTINEZ G. and Mr Fernando A. GIL as new directors; of Mr Edgardo Eloy DIAZ as President, Mrs Gina MARTINEZ G. as Secretary and Mr Fernando A. GIL as Treasurer;

7. Appointment of Aleman, Cordero, Galindo & Lee domiciled at East 53<sup>rd</sup> Street, Marbella, MMG Tower, 2<sup>nd</sup> Floor, Panama, Republic of Panama as registered agent of the Company in the Republic of Panama and authorisation granted to Aleman, Cordero, Galindo & Lee to give notice to the Registrar of Companies in the Republic of Panama that the Articles of Continuation should become effective and perform all formalities in respect of this registered office transfer; special power granted to Mr Edgardo Eloy DIAZ and Mr Fernando A. GIL to subscribe, approve and sign the new Articles of Incorporation in accordance with the laws of the Republic of Panama;

8. Miscellaneous.

II The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list, which, signed by the shareholders present and by the proxies of the represented shareholders, the members of the bureau of the meeting and by the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time by the registration authority.

The proxies given by the represented shareholders after having been initialled "ne varietur" by the shareholders present, by the proxies of the represented shareholders, the members of the bureau of the meeting and by the undersigned notary will also remain annexed to the present deed.

III. The attendance list shows that the whole capital of de Company is present or represented at the present extraordinary general meeting.

IV. The Chairman states that the present meeting is regularly constituted and may validly decide on its agenda. The shareholders present or represented acknowledge and confirm the statements made by the Chairman.

The Chairman then submits to the vote of the members of the meeting the following resolutions, which were all adopted by unanimous vote.

*First resolution*

The Meeting decided to end the financial year on December 11, 2014 and to approve the interim accounts for the period from January 1 to December 11, 2014.

*Second resolution*

The Meeting decided to accept the resignation of the directors and of the auditor and to grant them full discharge for their mandates as of the date of radiation of the Company with the Luxembourg Trade and Companies Register.

*Third resolution*

The Meeting decided to transfer the statutory and the administrative registered office of the Company from 11b boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, to East 53<sup>rd</sup> Street, Marbella, MMG Tower, 2<sup>nd</sup> Floor, Panama, Republic of Panama, with maintenance of the legal personality of the Company, the change of nationality and the transfer of the registered office not leading to the dissolution nor the creation of a new Company, all of this being subject to a suspension clause of registering the Company in Panama.

The Company shall not keep any branch nor any other legal entity in Luxembourg.

*Fourth resolution*

The Meeting decided to change the articles of association so that the Company's articles of association comply with the regulations governing stock corporations pursuant to the provisions of the General Corporation Law of the Republic of Panama and to approve the new articles of association, a copy of which will remain attached to the present deed after having been initialled "ne varietur" by the undersigned notary and the members of the bureau.

*Fifth resolution*

The Meeting decided to simultaneously continue the existence of the Company under the jurisdiction of the territory of the Republic of Panama under the name «MONTPAURIMI S.A.».

*Sixth resolution*

The Meeting decided to appoint as new directors Mr Edgardo Eloy DIAZ, Mrs Gina MARTINEZ G. and Mr Fernando A. GIL; Mr Edgardo Eloy DIAZ as President; Mrs Gina MARTINEZ G. as Secretary and Mr Fernando A. GIL as Treasurer.

*Seventh resolution*

The Meeting appoints Aleman, Cordero, Galindo & Lee, domiciled at East 53<sup>rd</sup> Street, Marbella, MMG Tower, 2<sup>nd</sup> Floor, Panama, Republic of Panama, as registered agent of the Company in the Republic of Panama and grants authorisation to Aleman, Cordero, Galindo & Lee to give notice to the Registrar of Companies in the Republic of Panama that the Articles of Continuation should become effective and perform all formalities in respect of this registered office transfer.

The Meeting grants special power to Mr Edgardo Eloy DIAZ and Mr Fernando A. GIL to subscribe, approve and sign the new Articles of Incorporation in accordance with the laws of the Republic of Panama.

*Suspension clause*

The Meeting decided to appoint as attorney any holder of a certified copy of the present deed with the broadest powers to complete the radiation of the Company with the Luxembourg Trade and Companies Register upon receipt of a registration certificate from the Panama Companies Register.

The above resolutions are taken under the suspensive condition of the registration of the Company by the competent Panamanian authorities. All powers are granted to Aleman, Cordero, Galindo & Lee, above-named, to confirm the fulfilment of the suspensive condition.

There being no further business on the agenda, the meeting was thereupon adjourned at 5 pm.

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the company as a result of the present deed are estimated at EUR 2.000.-.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Hesperange, on the date named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of any differences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, first names, civil status and residence, the said persons signed together with Us, the notary, this original deed.

**Suit la traduction en français du texte qui précède:**

L'an deux mil quatorze, le onze décembre.

Pardevant Maître Martine DECKER, notaire de résidence à Hesperange,

s'est tenue

une Assemblée générale extraordinaire (l'«Assemblée») des actionnaires de "MONTPAURIMI S.A. SPF", une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 11b boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 184101 (la «Société»), constituée suivant un acte de Maître Paul DECKER, notaire alors de résidence à Luxembourg le 16 décembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 841 du 2 avril 2014.

L'Assemblée est ouverte à 16.30 heures sous la présidence de Monsieur Julien DEMELIER-MOERENHOUT, employé privé, avec adresse professionnelle à Hesperange,

qui désigne comme secrétaire Madame Babsi SINNES, employée privée, avec adresse professionnelle à Hesperange,

L'Assemblée désigne en tant que scrutateur Monsieur Nicolas HAMEL, Avocat à la Cour, avec adresse professionnelle au 10 rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée ayant ainsi été constitué, le Président déclare et requiert le notaire d'acter ce qui suit:

I. Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Clôture de l'exercice social au 11 décembre 2014 et approbation des comptes intérimaires pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 11 décembre 2014;

2. Démission des administrateurs et du commissaire aux comptes et décharge avec effet au jour de la radiation de la Société au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg;

3. Transfert du siège social statutaire et administratif de la Société de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, à East 53<sup>rd</sup> Street, Marbella, MMG Tower, 2<sup>nd</sup> Floor, Panama, République de Panama, avec maintien de la personnalité juridique de la Société, le changement de nationalité et le transfert du siège ne donnant lieu ni à la dissolution ni à la constitution d'une nouvelle société, le tout sous condition suspensive de l'inscription de la Société auprès du Registre des Sociétés de Panama;

4. Modification des Statuts en vue de les adapter conformément aux dispositions régissant les sociétés en accord avec les dispositions de la loi générale sur les sociétés de la République de Panama et approbation des nouveaux statuts dont copie jointe, cette annexe faisant partie intégrante de cette décision;

5. Décision de continuer simultanément l'existence de la Société sous la juridiction du territoire de la République de Panama sous la dénomination «MONTPAURIMI S.A.»;

6. Désignation de Monsieur Edgardo Eloy DIAZ, Madame Gina MARTINEZ G. et Monsieur Fernando A. GIL en qualité de nouveaux administrateurs; de Monsieur Edgardo Eloy DIAZ en qualité de Président, Madame Gina MARTINEZ G. en qualité de Secrétaire et Monsieur Fernando A. GIL en qualité de Trésorier;

7. Désignation de Aleman, Cordero, Galindo & Lee avec siège social à East 53<sup>th</sup> Street, Marbella, MMG Tower, 2<sup>nd</sup> Floor, Panama, République de Panama en qualité d'agent domiciliaire de la Société dans la République de Panama et autorisation conférée à Aleman, Cordero, Galindo & Lee de notifier au Registre des Sociétés dans la République de Panama de ce que les «statuts de continuation» (Articles of Continuation) deviennent effectifs et d'accomplir toutes formalités liées au transfert du siège social; accord particulier donné à Messieurs Edgardo Eloy DIAZ et Fernando A. GIL pour souscrire et approuver et signer les nouveaux Statuts conformément aux lois de la République du Panama;

8. Divers.

II. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions des actionnaires, sont renseignés sur une liste de présence, laquelle, signée "ne varietur" par les actionnaires présents et les mandataires des actionnaires représentés, par les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, les membres du bureau et le notaire instrumentant, resteront aussi annexées au présent acte.

III. Il résulte de ladite liste de présence que l'intégralité du capital social est présente ou représentée à la présente assemblée générale extraordinaire.

IV. Le Président constate que la présente Assemblée est constituée régulièrement et peut valablement délibérer sur les points de l'ordre du jour.

Le Président soumet ensuite au vote des membres de l'Assemblée les résolutions suivantes qui ont été toutes prises à l'unanimité des voix.

*Première résolution*

L'Assemblée décide de clôturer l'exercice social au 11 décembre 2014 et d'approuver les comptes intermédiaires pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 11 décembre 2014.

*Deuxième résolution*

L'Assemblée accepte la démission des administrateurs et du commissaire aux comptes et leur confère pleine et entière décharge pour l'exécution de leurs mandats avec effet au jour de la radiation de la Société au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

*Troisième résolution*

L'Assemblée décide de transférer le siège social statutaire et administratif de la société du 11b boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, au East 53<sup>rd</sup> Street, MMG Tower, 2<sup>nd</sup> Floor, Panama, République de Panama avec maintien de la personnalité juridique de la Société, le changement de nationalité et le transfert de siège ne donnant lieu ni à la dissolution ni à la constitution d'une nouvelle société, le tout sous condition suspensive de l'inscription de la Société au Registre des Sociétés de Panama.

La Société ne maintiendra pas de succursales ni d'autre entité juridique au Luxembourg.

*Quatrième résolution*

L'Assemblée décide de modifier les Statuts en vue de les adopter conformément aux dispositions régissant les sociétés en accord avec les dispositions de la loi générale sur les sociétés de la République de Panama et d'approuver les nouveaux Statuts dont copie restera annexée aux présentes après avoir été paraphée «ne varietur» par le notaire instrumentant et les membres du bureau, cette annexe faisant partie intégrante de cette décision.

*Cinquième résolution*

L'Assemblée décide de continuer simultanément l'existence de la Société sous la juridiction du territoire de la République de Panama sous la dénomination «MONTPAURIMI S.A.».

*Sixième résolution*

L'Assemblée désigne Monsieur Edgardo Eloy DIAZ, Madame Gina MARTINEZ G. et Monsieur Fernando A. GIL en qualité de nouveaux administrateurs; Monsieur Edgardo Eloy DIAZ en qualité de Président, Madame Gina MARTINEZ G. en qualité de Secrétaire et Monsieur Fernando A. GIL en qualité de Trésorier.

*Septième résolution*

L'Assemblée désigne Aleman, Cordero, Galindo & Lee avec siège social à East 53<sup>th</sup> Street, Marbella, MMG Tower, 6<sup>th</sup> Floor, Panama, République de Panama en qualité d'agent domiciliataire de la Société dans la République de Panama et autorise Aleman, «Cordero, Galindo & Lee» de procéder à toute notification au Registre des Sociétés dans la République de Panama aux fins de rendre les «statuts de continuation» (Articles of Continuation) effectifs et d'accomplir toutes formalités liées au transfert du siège social.

L'Assemblée décide de donner accord particulier à Messieurs Edgardo Eloy DIAZ et Fernando A. GIL pour souscrire, approuver et signer les nouveaux statuts.

*Condition suspensive*

L'Assemblée décide de conférer à tout porteur d'une expédition des présentes, tous pouvoirs aux fins d'opérer la radiation de la Société auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg dès réception d'un certificat d'immatriculation émis par les autorités Panaméennes compétentes.

Les résolutions ci-dessus sont prises sous la condition suspensive de l'inscription de la Société par les autorités compétentes du Panama. Tous pouvoirs sont conférés à Aleman, Cordero, Galindo & Lee, prénommée, pour confirmer la réalisation de la condition suspensive.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée à 17.00 heures.

*Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société en raison du présent acte sont évalués à environ EUR 2.000,-.

DONT ACTE, fait et passé à Hesperange, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: J. Demelier-Moerenhout, B. Sinnes, N. Hamel, M. Decker.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 24 décembre 2014. Relation: LAC/2014/63429. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Hesperange, le 12 janvier 2015.

Référence de publication: 2015011522/215.

(150012459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2015.

**Dax S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 139.919.

In the year two thousand and fourteen, on the thirtieth day of December.

Before us, Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg

THERE APPEARED:

Djursholm Investments, an unlimited liability company, incorporated under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at Windward 1, Regatta Office Park, PO Box 897, Grand Cayman, KY1-1103, Cayman Islands and registered with the Registry of Companies, Cayman Islands,

here represented by Mrs Antje Reibold, Rechtsanwältin, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Vaduz, on 19 December 2014.

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of Dax S.à r.l. (hereinafter the "Company"), a société à responsabilité limitée, having its registered office at 19, rue de Bitbourg L-1273 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 139919, incorporated pursuant to a notarial deed on 9 June 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1839 on 25 July 2008. The articles of association were amended for the last time pursuant to a notarial deed dated 11 July 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2709 on 6 November 2008.

The appearing party representing the entire share capital declares having waived any notice requirement and may validly deliberate on all the items of the following agenda:

*Agenda*

1. Approval of the interim balance sheet dated 15 December 2014 as opening balance sheet of the liquidation.
2. Dissolution and liquidation of the Company.
3. Appointment of liquidators and determination of their powers.
4. Miscellaneous.

Having duly considered each item on the agenda, the sole shareholder takes the following resolutions:

*First resolution*

The sole shareholder resolves to approve the interim balance sheet dated 15 December 2014 as opening balance sheet of the liquidation.

*Second resolution*

In compliance with articles 141 to 151 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, (the "Law") the sole shareholder resolves to dissolve and liquidate the Company.

*Third Resolution*

The sole shareholder resolves to appoint (i) Mr. Markus Summer, born in Feldkirch, Austria, on 9 April 1973, professionally residing at 6 Heiligkreuz, FL-9490 Vaduz, Liechtenstein as class A liquidator, (ii) Mr. Johannes Burger, born in Bregenz, Austria, on 30 August 1960, professionally residing at 6 Heiligkreuz, FL-9490 Vaduz, Liechtenstein as class A liquidator (each the "Class A Liquidator") and (iii) AIM Services S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated

and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 74676, having its registered office at 14, rue Erasme, L-2082 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as class B liquidator (the "Class B Liquidator").

Any Class A Liquidator together with the Class B Liquidator have the broadest powers as provided for by articles 144 to 148bis of the Law.

Any Class A Liquidator together with the Class B Liquidator are hereby expressly empowered to carry out all such acts as provided for by article 145 of the Law without requesting further authorisations of the sole shareholder.

The liquidators are relieved from drawing-up inventory and may refer to the accounts of the Company.

The Company will be bound by the joint signature of any Class A Liquidator together with the Class B Liquidator.

Any Class A Liquidator together with the Class B Liquidator may, under their responsibility, for special or specific operations, delegate to one or more proxyholders such powers as they determine and for the period as they think fit.

Any Class A Liquidator together with the Class B Liquidator may distribute the Company's assets to the sole shareholder in cash and/or in kind in their sole discretion. Such distribution may take the form of advance payments on future liquidation proceeds.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

#### **Suit la traduction en français du texte qui précède**

L'an deux mille quatorze, le trentième jour du mois de décembre.

Par-devant nous, Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

Djursholm Investments, une société à responsabilité illimitée, constituée sous les lois des Iles Caïmans, ayant son siège social au Windward 1, Regatta Office Park, PO Box 897, Grand Caïman, KY1-1103, Iles Caïmans et immatriculée auprès du Registre des Sociétés des Iles Caïmans,

ici représentée par Madame Antje Reibold, Rechstanwältin, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Vaduz, le 19 décembre 2014.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par le mandataire de la comparante et par le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

La comparante est l'associé unique de Dax S.à r.l. (ci-après la "Société"), une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 139919, constituée selon acte notarié en date du 9 juin 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1839 en date du 25 juillet 2008. Les statuts ont été modifiés la dernière fois suivant acte notarié en date du 11 juillet 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2709, en date du 6 novembre 2008.

La comparante représentant l'intégralité du capital social déclare avoir renoncé à toute formalité de convocation et peut valablement délibérer sur tous les points figurant à l'ordre du jour suivant:

#### *Ordre du jour*

1. Approbation du bilan intérimaire en date du 15 décembre 2014 comme bilan d'ouverture de la liquidation.
2. Dissolution et liquidation de la Société.
3. Nomination de liquidateurs et détermination de leurs pouvoirs.
4. Divers.

Après avoir dûment examiné chaque point figurant à l'ordre du jour, l'associé unique adopte les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'associé unique décide d'approuver le bilan intérimaire en date du 15 décembre 2014 comme bilan d'ouverture de la liquidation.

#### *Deuxième résolution*

Conformément aux articles 141 à 151 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi») l'associé unique décide de dissoudre et de liquider la Société.

*Troisième résolution*

L'associé unique décide de nommer (i) Monsieur Markus Summer, né à Feldkirch, Autriche, le 9 avril 1973, résidant professionnellement au 6 Heiligkreuz, FL-9490 Vaduz, Liechtenstein, comme liquidateur de classe A, (ii) Monsieur Johannes Burger, né à Bregenz, Autriche, le 30 août 1960, résidant professionnellement au 6 Heiligkreuz, FL-9490 Vaduz, Liechtenstein, comme liquidateur de classe A (chacun un «Liquidateur de Classe A») et (iii) AIM Services S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et existante sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 74676, ayant son siège social au 14, rue Erasme, L-2082 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, comme liquidateur de classe B (le «Liquidateur de Classe B»).

Chaque Liquidateur de Classe A, ensemble avec le Liquidateur de Classe B, disposent des pouvoirs les plus étendus tels que prévus aux articles 144 à 148bis de la Loi.

Chaque Liquidateur de Classe A, ensemble avec le Liquidateur de Classe B, sont par la présente expressément autorisés à accomplir tous les actes visés à l'article 145 de la Loi sans devoir requérir des autorisations supplémentaires auprès de l'associé unique.

Les liquidateurs sont dispensés de dresser un inventaire et peuvent se référer aux comptes de la Société.

La Société sera engagée par la signature conjointe d'un Liquidateur de Classe A ensemble avec le Liquidateur de Classe B.

Chaque Liquidateur de Classe A, ensemble avec le Liquidateur de Classe B, pourront, sous leur responsabilité, pour des opérations spéciales ou déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires une partie de leurs pouvoirs dont ils fixeront l'étendue et la durée.

Chaque Liquidateur de Classe A, ensemble avec le Liquidateur de Classe B, pourront distribuer, à leur discrétion, les actifs de la Société à l'associé unique en espèce et/ou en nature. Cette distribution pourra prendre la forme d'une avance sur le boni de liquidation.

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; et qu'à la demande de la même comparante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire de la comparante connue du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire de la comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. REIBOLD, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 7 janvier 2015. Relation: EAC/2015/439. Reçu douze Euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2015011196/126.

(150012722) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2015.

**Deroma Financière S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 60.811.

---

**DISSOLUTION**

L'an deux mille quatorze, le vingt-neuf décembre.

Par devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Se réunit

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «DEROMA FINANCIERE S.A.», une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 60811, constituée suivant acte reçu par le Maître Frank BADEN, notaire de résidence à Luxembourg en date du 12 septembre 1997 publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (ci-après le «Mémorial C») numéro 700 du 12 décembre 1997; et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem en date du 23 décembre 2005 publié au Mémorial C numéro 898 du 8 mai 2006.

L'assemblée est présidée par Monsieur Gianpiero SADDI, employé privé, demeurant professionnellement à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Madame Marilyn KRECKÉ, employée privée, demeurant professionnellement à la même adresse.

Le président prie le notaire d'acter que:



I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Clôturée, cette liste de présence fait apparaître que les huit cent mille (800.000) actions, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

*Ordre du jour*

- 1.- Décision de la mise en liquidation volontaire de la société.
- 2.- Nomination de «C.G. Consulting» en tant que liquidateur et détermination de ses pouvoirs.
- 3.- Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
- 4.- Décision de tenir immédiatement les 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> Assemblées Générales de liquidation.
- 5.- Approbation du rapport du liquidateur.
- 6.- Nomination de «CO-VENTURES S.A.» en tant que Commissaire-Vérificateur.
- 7.- Approbation du rapport du Commissaire-Vérificateur; et des comptes de clôture de la liquidation.
- 8.- Décharge au liquidateur et au Commissaire-Vérificateur.
- 9.- Clôture de la liquidation.
- 10.- Détermination de l'endroit où les livres sociaux et autres documents seront conservés pour une période de 5 années.

IV.- L'intégralité du capital social étant représentée à la présente l'Assemblée, les Actionnaires décident de renoncer aux formalités de convocation.

Les actionnaires présents ou représentés considèrent avoir été valablement convoqués, et acceptent dès lors de délibérer et de voter les points portés à l'ordre du jour. Ils confirment que toute la documentation présentée lors de l'assemblée a été mise à leur disposition endéans une période suffisante pour leur permettre d'examiner attentivement chaque document.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

*Première résolution*

L'assemblée décide de la mise en liquidation de la société avec effet immédiat.

*Deuxième résolution*

L'assemblée décide de nommer en tant que liquidateur, la société C.G. Consulting, une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, immatriculée auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 102188.

Le liquidateur prénommé a la mission de réaliser tout l'actif et apurer le passif de la société. Dans l'exercice de sa mission, le liquidateur est dispensé de dresser inventaire et il peut se référer aux écritures de la société. Le liquidateur pourra sous sa seule responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires. Le liquidateur pourra engager la société en liquidation sous sa seule signature et sans limitation. Il dispose de tous les pouvoirs tels que prévus à l'article 144 de la loi sur les sociétés commerciales, ainsi que de tous les pouvoirs stipulés à l'article 145 de ladite loi, sans avoir besoin d'être préalablement autorisés par l'assemblée générale des associés

*Troisième résolution*

L'assemblée décide de donner décharge pleine et entière aux administrateurs et au Commissaire aux comptes pour l'exécution de leur mandat.

*Quatrième résolution*

Conformément aux dispositions de l'article 151 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, l'Assemblée décide de tenir immédiatement et successivement les deuxième et troisième Assemblées Générales de liquidation.

*Cinquième résolution*

L'assemblée prend connaissance et approuve le rapport du liquidateur concernant les travaux réalisés pendant son mandat.

Ledit rapport après signature ne varietur par les personnes comparantes et le notaire soussigné, restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

*Sixième résolution*

L'assemblée décide de nommer en tant que Commissaire-vérificateur COVENTURES S.A., une Société Anonyme dûment constituée et existante selon les lois luxembourgeoises, ayant son siège social au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 48.838.

*Septième résolution*

L'assemblée, après en avoir pris connaissance, approuve le rapport du Commissaire-vérificateur et les comptes de liquidation.

Ledit rapport, après signature ne varietur, par les personnes comparantes et le notaire soussigné, restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

*Huitième résolution*

L'assemblée décide de donner décharge pleine et entière au liquidateur et au Commissaire-vérificateur pour l'exercice de leur mandat.

*Neuvième résolution*

L'assemblée décide de clôturer la liquidation.

*Dixième résolution*

L'assemblée décide en outre que les livres et documents sociaux resteront déposés et conservés pendant cinq (5) ans à l'ancien siège de la société sis à 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg et en outre que les sommes et valeurs éventuelles revenant aux créanciers ou aux associés qui ne se seraient pas présentés à la clôture de la liquidation seront déposés au même ancien siège social au profit de qui il appartiendra.

*Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille trois cents euros (EUR 1.300,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: G. Saddi, M. Krecké et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 6 janvier 2015. Relation: 2LAC/2015/418. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

*Le Receveur (signé): Paul MOLLING.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 20 janvier 2015.

Référence de publication: 2015011215/106.

(150012499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2015.

---

**Fonds Massinissa Lux, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 143.828.

*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 décembre 2014*

En date du 29 décembre 2014, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé:

- de nommer Monsieur Gilles Dupin, 32 Boulevard Marcel Cahen, L-1311 Luxembourg, en qualité d'Administrateur, jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire prévue en 2015.

Luxembourg, le 22 janvier 2015.

Pour extrait sincère et conforme

*Pour Fonds Massinissa Lux*

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2015012009/15.

(150014313) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

---

**Primigenia S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 141.274.

L'an deux mille quatorze, le dix-neuf décembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «PRIMIGENIA S.A. SPF» ayant son siège social à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 141.274, constituée suivant acte notarié reçu en date du 1<sup>er</sup> juillet 2008, publié au Mémorial C numéro 2304 du 20 septembre 2008.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Arlette Siebenaler, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Madame Annick Braquet, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste de présence restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que les 350 (trois cent cinquante) actions représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

*Ordre du jour:*

1. Décision de la dissolution anticipée et de la mise en liquidation de la société.
2. Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2014 à la date de la présente assemblée.
4. Divers.

Après en avoir délibéré, l'assemblée générale a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution:*

L'assemblée décide la dissolution de la société et sa mise en liquidation volontaire.

*Deuxième résolution:*

L'assemblée générale nomme «MERLIS S.à.r.l.» ayant son siège social au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg (RCS Luxembourg B 111.320) comme liquidateur.

L'assemblée générale des actionnaires a décidé que, dans l'exercice de ses fonctions, le liquidateur disposera des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes d'administration, de gestion et de disposition intéressant la Société, quelle que soit la nature ou l'importance des opérations en question.

Le liquidateur disposera de la signature sociale et sera habilité à représenter la Société vis-à-vis des tiers, notamment en justice, que ce soit en tant que demandeur ou en tant que défendeur.

Le liquidateur peut renoncer à des droits de propriété ou à des droits similaires, à des gages, ou actions en rescision, il peut accorder mainlevée, avec ou sans quittance, de l'inscription de tout gage, saisie ou autre opposition.

Le liquidateur peut, au nom et pour le compte de la Société et conformément à la loi, racheter des actions émises par la Société.

Le liquidateur peut, sous sa propre responsabilité, payer aux associés des avances sur le boni de liquidation.

Le liquidateur peut, sous sa propre responsabilité et pour une durée qu'il fixe, confier à un ou plusieurs mandataires des pouvoirs qu'il croit appropriés pour l'accomplissement de certains actes particuliers.

La Société en liquidation est valablement et sans limitation engagée envers des tiers par la signature du liquidateur, pour tous les actes y compris ceux impliquant tout fonctionnaire public ou notaire.

L'assemblée générale des actionnaires a décidé d'approuver la rémunération du liquidateur telle que convenue entre les parties concernées.

*Troisième résolution:*

L'assemblée décide de donner décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société, pour la période allant 1<sup>er</sup> janvier 2014 à ce jour.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, le jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: A. SIEBENALER, A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 décembre 2014. Relation: LAC/2014/63772. Reçu douze euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 21 janvier 2015.

Référence de publication: 2015011600/65.

(150013129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2015.

**HTF US Life 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 28.000,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 167.695.

—  
DISSOLUTION

In the year two thousand and fourteen, on the thirtieth day of December.

Before the undersigned Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Mark Lock NIU, born on 25 February 1972 in California, USA, residing 16 Highfield Glen, Irvine, CA 92618, and holder of US passport number 422573095;

(hereinafter referred to as the "Appearing Party").

here represented by Mr. Max MAYER, employee, professionally residing in Junglinster, 3, route de Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal delivered to him.

Such Appearing Party is the sole shareholder of HTF US Life 1 S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company ("S.à r.l."), duly incorporated and existing under the laws of Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, and being registered with the RCS under number B 167695, incorporated by deed of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg-City, on 21 March 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1126, page 54030, on 3 May 2012 and have not been amended since that time (hereinafter referred to as the "Company").

The Appearing Party representing the whole share capital requires the notary to act the following declarations and statements:

1. That the share capital of the Company currently amounts to twenty-eight thousand US Dollars (USD 28,000.-) divided in twenty-eight thousand (28,000) shares with a par value of one US Dollar (USD 1.-) each, fully paid up.

2. That pursuant to the shareholders register of the Company, the Appearing Party is the sole shareholder of the Company.

3. That the interim accounts of the Company have been prepared as of 29<sup>th</sup> of December 2014 and approved by the Appearing Party and presented to the undersigned.

4. That the Appearing Party, acting in its capacity of sole shareholder, declares the anticipated dissolution of the Company with immediate effect followed by its liquidation.

5. That the Appearing Party declares that it has full knowledge of the articles of incorporation of the Company and that it is fully aware of the financial situation of the Company.

6. That the Appearing Party, acting its capacity of sole shareholder, appoints itself as liquidator of the Company and declares that the activity of the Company has ceased.

7. That, in that capacity, the Appearing Party requests the notary to record that it has realised all of the Company's assets and has settled all liabilities and debts of the Company by way of payment or fully provided for of all of the known liabilities of the Company.

8. That the Appearing Party is vested with all the assets and hereby expressly declares that it will take over and assume liability for any known but unpaid and for any as yet unknown liabilities of the Company before any payment to the sole shareholder.

9. That consequently, the liquidation of the Company is deemed to have been carried out and completed.
10. That the full and complete discharge is granted to the manager of the Company for the execution of his mandate up to this day.
11. That it is expedient to proceed with the cancellation of the shareholders register.
12. That the books and records of the Company shall be kept for at least five years at the former registered office of the dissolved Company being 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

*Costs and expenses*

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed at EUR 1,585.-.

The amount of the share capital is valued at EUR 22,978.70-.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the Appearing Party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present deed is drawn up in Junglinster on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder of the Appearing Party known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the proxy-holder of the Appearing Party signed together with the notary the present deed.

**Suit la traduction en français du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le trente décembre

Par devant Maître Jean SECKLER, notaire, de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

**ONT COMPARU:**

Mark Lock NIU, né le 25 février 1972 en Californie, USA, résidant 16 Highfield Glen, Irvine, CA 92618, and détenteur du passeport US numéro 422573095;

(ci-après la "Personne Comparante").

ici représenté par Monsieur Max Mayer, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Junglinster, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, lui délivrée.

Telle Personne Comparante est l'actionnaire unique de HTF US Life 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise dûment constituée et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du RCS sous le numéro B 167695, constituée suivant acte reçu par Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg-Ville, en date du 21 mars 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le 3 mai 2012, numéro 1126, page 54030, et n'ont pas été modifiés depuis (ci-après la "Société").

La Personne Comparante représentant la totalité du capital social demande au notaire d'acter les déclarations et constatations suivantes:

1. Que le capital social de la Société s'élève actuellement à vingt-huit mille US Dollars (USD 28.000,-) représenté par vingt-huit mille (28.000) actions, ayant une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1,-) chacune, entièrement libéré.
2. Que selon le registre des actionnaires de la Société la Personne Comparante est l'actionnaire unique de la Société.
3. Que les comptes intermédiaires de la Société ont été préparés en date du 29 décembre 2014, ont été approuvés par la Personne Comparante et sont présentés au soussigné.
4. Que la Personne Comparante, en tant qu'actionnaire unique, prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat et sa mise en liquidation.
5. Que la Personne Comparante déclare avoir pleine connaissance des statuts de la Société et est pleinement consciente de la situation financière de la Société.
6. Que la Personne Comparante, en tant qu'actionnaire unique, se désigne liquidatrice de la Société et déclare que l'activité de la Société est cessée.
7. Qu'en cette qualité, la Personne Comparante requière le notaire instrumentant d'acter qu'elle déclare avoir réalisé tous les actifs de la Société et avoir réglé tout le passif de la Société par paiement ou entière approvisionnement des dettes connues de la Société.
8. Que la Personne Comparante, étant investie de tous les avoirs, déclare expressément prendre à sa charge et assumer toute responsabilité pour tout passif connu mais impayé et pour toutes dettes encore inconnues de la Société avant tout paiement à l'actionnaire unique.
9. Que partant, la liquidation de la Société est à considérer comme ayant été effectuée et terminée.
10. Que décharge pleine et entière est accordée au gérant de la Société pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.
11. Qu'il y a lieu de procéder à l'annulation du registre des actionnaires.

12. Que les livres et documents de la Société dissoute seront conservés pendant cinq ans au moins à son ancien siège social au 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

#### *Coûts et frais*

Les coûts, frais, rémunération ou charges sous quelque forme que ce soit qui devront être supportés par la Société en conséquence du présent acte s'élèveront à approximativement 1.585,- EUR

Le capital social est évalué à 22.978,70- EUR.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise déclare que le présent acte est dressé en langue anglaise suivi d'une traduction française; à la demande de la Personne Comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, la version anglaise fera foi.

Sur quoi le présent acte a été établi à Junglinster, à la date mentionnée au début du présent acte.

Après que lecture de l'acte a été faite au mandataire des Personne Comparante, connu du notaire par son nom, prénom, statut marital et lieu de résidence, ledit mandataire de la Personne Comparante a signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 07 janvier 2015. Relation GAC/2015/201. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): G. SCHLINK.*

Référence de publication: 2015011343/115.

(150012414) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2015.

### **PrivAccess, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 166.550.

In the year two thousand and fourteen, on the ninth December.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of shareholders (the "Meeting") of PrivAccess, a Corporate partnership limited by shares - investment company in risk capital (Société en Commandite par Actions) qualifying as an investment company with variable capital (société d'investissement capital variable) - specialised Investment Fund (fonds d'investissement spécialisé) (the "Company"), having its registered office in L-2951 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary on 20 January 2012, published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C number 346 of 9 February 2012.

The Meeting was presided by Mr Régis Galiotto, professionally residing in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary Mrs Solange Wolter-Schieres, professionally residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mr Bertrand Barthel, professionally residing in Luxembourg.

The board of the Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. All the shares being registered shares, this Meeting was convened by notices containing the agenda of the Meeting sent to all registered shareholders of shares in the Company (the "Shareholders") by mail on 1 December 2014.

The undersigned notary informed the Appearers of the fact, that the present extraordinary general meeting has not been convened pursuant to the dispositions of Article 67-1 (2) of the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies.

The meeting discharge the undersigned notary for all consequences that could result from this irregularity.

II. The names of the shareholders present at the meeting or duly represented by proxy, the proxies of the shareholders represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list, signed by the shareholders present, the proxies of the shareholders represented the members of the bureau of the meeting and the undersigned notary. The aforesaid list shall be attached to the present deed and registered therewith. The proxies given shall be initialled "ne varietur" by the members of the bureau of the meeting and by the notary and shall be attached in the same way to the present deed.

III. The agenda of the meeting is the following:

#### *Agenda*

1. Amendment of the first paragraph of Article 1.2 of the articles of incorporation of the Fund (the "Articles") in order to update the description of the Fund's Managing General Partner (as defined in the Articles);

2. Removal of Article 5.3 of the Articles referring to the initial share capital of the Fund and consequential renumbering of Article "5.4" to "5.3";

3. Removal of the second sentence of Article 6.1 of the Articles referring to the launch of a first Compartment within the Fund;

4. Amendment of Article 9.11 of the Articles so as allow the Managing General Partner of the Fund to inter alia delegate the power to the alternative investment fund manager of the Fund to accept subscriptions, receive payment of the issue price of any of the Shares (as defined in the Articles) and to issue the Shares;

5. Amendment of the reference to “Managing General Partner” in the fourth and fifth paragraph of Article 13.4 of the Articles so as to refer to “AIFM”;

6. Amendment of the reference to “custodian fees” in the third paragraph of Article 13.5 of the Articles so as to refer to “depository fees”;

7. Amendment of the first sentence of Article 13.6 of the Articles relating to the determination of the liabilities of the Fund in order to inter alia add a reference to the “depository” (instead of “custodian”) and the “AIFM”;

8. Amendment of the first sentence of Article 15.5 of the Articles with respect to the General Partner’s prerogative to appoint agents or officers of the Fund;

9. Insertion of new Article 15.7 in the Articles with respect to the appointment of an AIFM;

10. Insertion of new Article 17.3 in the Articles with respect to the disclosure of the Fund’s investment objectives, strategies, policies and risks;

11. Amendment of Article 18.2 of the Articles regarding conflicts of interest by replacing the reference to “director” by “manager”;

12. Amendment of Article 18.3 of the Articles regarding conflicts of interest by replacing the reference to “custodian” by “depository”;

13. Amendment of the first sentence of Article 19.1 of the Articles relating to indemnification provisions in order to add a reference to the “depository” (instead of “custodian”) and the “AIFM”;

14. Removal of the reference to the first annual General Meeting of the Fund in Article 21.3 of the Articles;

15. Amendment of Title VI. of the Articles in order to add a reference to the depository in Title VI;

16. Removal of the reference to the first financial year of the Fund in Article 23.1 of the Articles;

17. Insertion of a new Article 23.4 in the Articles with respect to the accounts of the Fund;

18. Insertion of a new Article 26 in the Articles with respect to the appointment of the Depository of the Fund;

19. Consequential renumbering of Articles 26, 27, 28, 29 and 30 of the Articles following the insertion of Article 26 regarding the Depository;

20. Amendment of Article 26.4 of the Articles in order to correct the cross-reference to Article 5.4 of the Articles, so as to refer to “Art. 5.3” of the Articles;

21. Insertion of a new Article 27.5 in the Articles regarding information on distributions;

22. Amendment of the second sentence of Article 27.3 of the Articles regarding redemption of shares in a specific Compartment in order to refer to the “Depository” instead of the “custodian of the Fund”;

23. Amendment of Articles 28.2 and 28.3 of the Articles in order to correct the cross-references to Article 5.4 of the Articles, so as to refer to “Art. 5.3” of the Articles;

24. Amendment of Article 28.4 of the Articles in order to correct the cross-references to Articles 28.2 and 28.3 of the Articles, so as to refer to “Art. 29.2” and “Art. 29.3” of the Articles;

25. Amendment of Article 29.1 of the Articles in order to correct the cross-reference to Article 26 of the Articles, so as to refer to “Art. 27” of the Articles;

26. Amendment of Article 29.2 of the Articles regarding liquidation proceeds in order to refer to the “Depository” instead of the “custodian of the Fund”;

27. Insertion of a new Title VIII. in the Articles relating to disclosure to investors;

28. Consequential renumbering of Title VII and Articles 31 and 31.1 of the Articles so as to refer to Title “IX. GENERAL PROVISIONS”, “Art. 34. Governing law” and “Art. 34.1”, respectively.

29. Delete the French translation of the Articles in accordance with Article 26(2) of the law dated 13 February 2007, as amended.

IV. That it appears from the attendance list of the Company that out of 52,444,496.6 shares and 2,283.20 GP Shares, 1,469,413.4 shares and the 2,283.20 GP Shares are represented at the present extraordinary general meeting.

V. The Chairman informs the meeting that a first extraordinary general meeting has been convened with the same agenda as the agenda of the present meeting indicated above, for the 1<sup>st</sup> December 2014 and that the quorum requirements for voting the items of the agenda had not been attained.

In accordance with Article 67-1 of the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended, the present Meeting may thus deliberate validly no matter how many shares are represented.

VI. That the resolutions on such items, in order to be adopted, shall be carried by at least two-thirds of the votes validly cast.

After deliberation, the Meeting, unanimously takes the following resolutions:

*First resolution*

The meeting decides to amend the first paragraph of Article 1.2 of the articles of incorporation of the Fund (the “Articles”) so as to read as follows:

**1.2.** The Fund’s shareholders are (i) PrivAccess General Partner S.à r.l., a company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office in Luxembourg-City, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 166.301 (the Managing General Partner) and (ii) the limited shareholders (actionnaires commanditaires) upon incorporation of the Fund and any person or entity that becomes a limited shareholder (actionnaire commanditaire) from time to time (collectively the Limited Shareholders).

The Managing General Partner is jointly and severally liable for all liabilities of the Fund to the extent that they cannot be paid out of the assets of the Fund.

The Limited Shareholders are liable up to the amount of their investment in the relevant class of shares in the Fund.

The Limited Shareholders and the Managing General Partner are, in the Articles, collectively referred to as the Shareholders and individually as a Shareholder.

*Second resolution*

The meeting decides to remove Article 5.3 of the Articles referring to the initial share capital of the Fund and to renumber Article “5.4” to “5.3”

*Third resolution*

The meeting decides to remove the second sentence of Article 6.1 of the Articles referring to the launch of a first Compartment within the Fund.

*Fourth resolution*

The meeting decides to amend Article 9.11 of the Articles so as to henceforth read as follows:

**9.11.** The Managing General Partner, acting on behalf of the Fund, may delegate to (i) any duly authorised director, manager, officer (ii) the alternative investment fund manager of the Fund (the AIFM) within the meaning of the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the 2013 Law) appointed in accordance with Art. 15.7 or (iii) any other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the issue price of any Shares and to issue the Shares.“

*Fifth resolution*

The meeting decides to amend the reference to “Managing General Partner” in the fourth and fifth paragraph of Article 13.4 of the Articles so as to refer to “AIFM”.

*Sixth resolution*

The meeting decides to amend the reference to “custodian fees” in the third paragraph of Article 13.5 of the Articles so as to refer to “depository fees”.

*Seventh resolution*

The meeting decides to amend Article 13.6 of the Articles so as to read as follows:

**13.6.** In determining the amount of such liabilities the Managing General Partner shall, with due regard to the expenses borne by the Managing General Partner out of the fees it receives, if any, take into account all expenses payable by the Fund which shall include formation expenses, fees, expenses, disbursements and out-of-pocket expenses payable to the depository, its correspondents, the AIFM, the administrative agent (if any) as well as any other agent appointed by the Fund, the remuneration of any officers and their reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage and reasonable travelling costs in connection with Managing General Partner meetings and committee meetings, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Fund with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, licensing fees for the use of the various indexes, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, translating, printing, advertising and distributing the Issuing Document, further explanatory sales documents, periodical reports or registration statements, the costs of publishing the NAV and any information relating to the fair value of the Fund, the costs of printing certificates, if any, and the costs of any reports to Shareholders, the cost of convening and holding General Meetings and committee meetings, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, transaction fees, the cost of publishing the issue and redemption prices, interests, bank charges and brokerage, postage, insurance, telephone and telex. The Fund may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount for yearly or other periods.



*Eighth resolution*

The meeting decides to amend the first sentence of Article 15.5 so as to read as follows:

**15.5.** The Managing General Partner may, from time to time, appoint officers or agents of the Fund as required for the operation and management of the Fund."

*Ninth resolution*

The meeting decides to insert a new Article 15.7 in the Articles so as to henceforth read as follows:

**15.7.** As long as the Fund qualifies as an alternative investment fund under the 2013 Law, the Managing General Partner will appoint an AIFM in accordance with the 2013 Law."

*Tenth resolution*

The meeting decides to insert a new Article 17.3 in the Articles which will henceforth read as follows:

**17.3.** Where it is mandatory to convey such information to investors, information regarding the Fund's investment objectives, strategies, policies and risks may be disclosed or made available to investors in, via and/or at any of the Information Means listed in Art. 33 of the Articles; it being understood that availability or disclosure of any information regarding the Fund's investment objectives strategies, policies and risks may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.

*Eleventh resolution*

The meeting decides to amend Article 18.2 of the Articles regarding conflicts of interest by replacing the reference to "director" by "manager".

*Twelfth resolution*

The meeting decides to amend Article 18.3 of the Articles regarding conflicts of interest by replacing the reference to "custodian" by "depository".

*Thirteenth resolution;*

The meeting decides to amend Article 19.1 of the Articles so as to henceforth read as follows:

**19.1.** The Fund shall indemnify each member of the board of the Managing General Partner, the Managing General Partner, the depository, the AIFM, the administrative agent (if any), as well as any other duly appointed agent of the Fund, including any of their officers and heirs, executors and administrators (each an Indemnified Person) against expenses reasonably incurred by them in connection with any action, suit proceeding to which they may be made a party by reason of them being or having been a member of the board of the Managing General Partner, the Managing General Partner, the AIFM, the depository, the administrative agent (if any) or any other duly appointed agent of the Fund or, at its request, being or having been a member of any other entity of which the Fund or a Compartment is an investor or creditor and from which they are not entitled to be indemnified, except, in each case, in relation to matters in respect of which they may be finally declared to be liable for wilful misconduct, bad faith or gross negligence. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Fund is advised by counsel that the act or omission of the Indemnified Person did not comprise wilful misconduct, bad faith or gross negligence. The indemnification shall be provided only where such Indemnified Person has acted pursuant to the receipt of proper instructions and within the terms and conditions of any contractual agreement in full force and in effect between the Indemnified Person and the Fund. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the Indemnified Person may be entitled.

*Fourteenth resolution*

The meeting decides to remove the reference to the first annual General Meeting of the Fund in Article 21.3 of the Articles;

*Fifteenth resolution*

The meeting decides to amend the Title VI. of the Articles in order to add a reference to the depository in Title VI.

*Sixteenth resolution*

The meeting decides to remove the reference to the first financial year of the Fund in Article 23.1 of the Articles.

*Seventeenth resolution*

The meeting decides to insert a new Article 23.4 in the Articles which will henceforth read as follows:

**23.4.** The accounts of the Fund shall be prepared in accordance with the international financial reporting standards (IFRS), the Luxembourg GAAP or such other permitted accounting standards accepted in Luxembourg and considered by the Managing General Partner to be the most appropriate for the Fund. Subject to, and in compliance with applicable

laws and regulations, the Managing General Partner is authorised to change the accounting standards and adopt new accounting standards accepted in Luxembourg and considered by the Managing General Partner to be the most appropriate for the Fund. The accounting standards actually retained by the Fund may be disclosed or made GEDI:2246511 available to investors in, via and/or at any of the Information Means listed in Art. 33 of these Articles.“

*Eighteenth resolution*

The meeting decides to insert a new Article 26 in the Articles which will now read as follows:

**„ Art. 26. Depositary.**

26.1 The Fund will enter into a depositary agreement with a Luxembourg entity (the Depositary) which meets the requirements of Luxembourg laws and in particular the SIF Law and the 2013 Law.

26.2 The Depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the SIF Law and the 2013 Law.

26.3 The Managing General Partner may terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor depositary shall have been appointed to act in the place thereof.

26.4 The Managing General Partner is authorised to grant to the Depositary a discharge of its liability, except to the extent that such discharge is prohibited by any applicable laws and regulations. The Managing General Partner is additionally and specifically authorised to allow the Depositary to discharge itself of its liability in circumstances where the law of a third country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in point (d) (ii) of the second paragraph of Article 129(11) of the 2013 Law.

26.5 Information regarding any discharge by the Depositary of its liability, as well as any material change to this information may be disclosed or made available to investors in, via and/or at any of the Information Means listed in Art. 33 of these Articles; it being understood that availability or disclosure of any information regarding discharge by the Depositary of its liability may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.“

*Nineteenth resolution*

The meeting decides to consequently renumber Articles 26, 27, 28, 29 and 30 of the Articles following the insertion of Article 26 regarding the Depositary;

*Twentieth resolution*

The meeting decides to amend Article 26.4 of the Articles in order to correct the cross-reference to Article 5.4 of the Articles, so as to refer to “Art. 5.3” of the Articles;

*Twenty-first resolution*

The meeting decides to insert a new Article 27.5 in the Articles which will henceforth read as follows:

**27.5.** Where it is mandatory to convey such information to investors, information regarding distribution may be disclosed or made available to investors in, via and/or at any of the Information Means listed in Art. 33 of these Articles; it being understood that availability or disclosure of any information regarding income distribution may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.“

*Twenty-second resolution*

The meeting decides to amend the second sentence of Article 27.3 of the Articles regarding redemption of shares in a specific Compartment in order to refer to the “Depositary” instead of the “custodian of the Fund”;

*Twenty-third resolution*

The meeting decides to amend Articles 28.2 and 28.3 of the Articles in order to correct the cross-references to Article 5.4 of the Articles, so as to refer to “Art. 5.3” of the Articles.

*Twenty-fourth resolution*

The meeting decides to amend Article 28.4 of the Articles in order to correct the cross-references to Articles 28.2 and 28.3 of the Articles, so as to refer to “Art. 29.2” and “Art. 29.3” of the Articles;

*Twenty-fifth resolution*

The meeting decides to amend Article 29.1 of the Articles in order to correct the cross-reference to Article 26 of the Articles, so as to refer to “Art. 27” of the Articles;

*Twenty-sixth resolution*

The meeting decides to amend Article 29.2 of the Articles regarding liquidation proceeds in order to refer to the “Depositary” instead of the “custodian of the Fund”.

*Twenty-seventh resolution*

The meeting decides to insert a new Title VIII. in the Articles relating to disclosure to investors, so as to henceforth read as follows:

**VIII Disclosure to investors**

**Art. 32. Preferential treatment of Investors.**

32.1 Any prospective or existing investor may be granted a preferential treatment, or a right to obtain a preferential treatment, resulting in a disadvantage to certain or all of the other investors (the Preferential Treatment) provided, however, that such Preferential Treatment does not result in an overall material disadvantage to other investors.

32.2 A Preferential Treatment may consist (i) in the diminution or removal of any applicable fees, (ii) in the partial or total reimbursement or rebate of certain fees, charges and/or expenses, (iii) in preferential terms applicable to any subscription, redemption, conversion or Transfer of Shares (such as shorter or no prior notice, lower or no minimum amount requirements, lower or no gating, reduced or no side-pocketing, reduced or no pre-emption, tag-along or drag-along rights; the foregoing being illustrative and not exhaustive), (iv) in the possibility of avoiding investment in, or exposure to, certain assets, liabilities or counterparties, (v) in the access to, or increased transparency of, information related to certain aspects of a Compartment's portfolio or of the Company's or its external AIFM's management or activities (whether past, present and/or future) in general, (vi) in preferential terms in relation to any distribution (whether of dividends, carried interests, liquidation proceeds or of any other amount that may be distributed by the Company to investors), (vii) in certain preferential terms and rights (including veto) in relation to the appointment or removal of members of the General Partner's or the external AIFM's governing bodies and/or internal committees, (viii) in the participation to the Company's or its external AIFM's management or activities in general (including participation to their governing bodies and/or internal committees), (ix) in a right to veto, to postpone or to otherwise condition certain decisions or resolutions, (x) in increased or additional voting rights, (xi) in a "most favoured nation" (or similar) right, or (xii) in any other advantage or privilege that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the General Partner and/or the external AIFM.

32.3 A Preferential Treatment may be granted on the basis (i) of the size, nature, timing or any feature of the investment in, or of any commitment taken vis-à-vis, the Company, (ii) of the type, category, nature, specificity or any feature of the investor or investors, (iii) of the involvement in, or participation to, the Company's or its external AIFM's management or activities (whether past, present and/or future) in general, or (iv) of any other criteria, element or feature that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company and/or the external AIFM.

32.4 A Preferential Treatment may take the form (i) of a contractual arrangement, (ii) of a side letter or (iii) of the creation of a specific category of shares or Class, or may take any other form or arrangement that is not inconsistent with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company and/or its external AIFM.

32.5 Unless otherwise provided to the contrary or required by applicable laws or regulations, the existence or introduction of a Preferential Treatment or the fact that one or more investors have been granted a Preferential Treatment does not create a right in favour of any other prospective or existing investor to claim for its benefit such a Preferential Treatment, even if, in relation to this investor, all the criteria and features on which is based the relevant Preferential Treatment are met, and even if the situation and features of this investor are identical to any of the investors to whom this Preferential Treatment has been granted.

32.6 Whenever the external AIFM grants a Preferential Treatment to an investor, a description of that Preferential Treatment, the type of investors which obtain such Preferential Treatment and, where relevant, their legal or economic links with the Company or the external AIFM, as well as any material change to this information, may be disclosed or made available to investors pursuant to such means decided by the external AIFM in accordance with applicable laws and regulations. It is being understood that availability or disclosure of any information regarding Preferential Treatment may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.

**Art. 33. Investor's information.**

33.1 Any information or document that the Fund or its AIFM must or wishes to disclose or be made available to some or all of the prospective or existing investors shall be validly disclosed or made available to any of the concerned investors in, via and/or at any of the following information means (each an Information Means): (i) the Fund's Issuing Document or other offering or marketing documents, (ii) subscription, redemption, conversion or transfer form or agreement, (iii) contract note, statement or confirmation in any other form, (iv) letter, telecopy, e-mail or any type or notice or message (including verbal notice or message), (v) publication in the (electronic or printed) press, (vi) the Fund's periodic report, (vii) the Fund's, AIFM's or any third party's registered office, (viii) a third-party, (ix) internet/ a website (as the case may be subject to password or other limitations) and (x) any other means or medium to be freely determined from time to time by the Fund or its AIFM to the extent that such means or medium comply and remain consistent with these Articles and applicable Luxembourg law and regulations.

33.2 The Fund or its AIFM may freely determine from time to time the specific Information Means used to disclose or make available a specific information or document, provided, however, that at least one current Information Means

used to disclose or make available any specific information or document to be disclosed or made available shall at least be indicated in either the Issuing Document or at the Fund's or AIFM's registered office.

33.3 Certain Information Means (each hereinafter an Electronic Information Means) used to disclose or make available certain information or document requires an access to internet and/or to an electronic messaging system. By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Fund, an investor acknowledges the possible use of Electronic Information Means and confirms having access to internet and to an electronic messaging system allowing this investor to access the information or document disclosed or made available via an Electronic Information Means.

33.4 By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Fund, an investor (i) acknowledges and consents that the information to be disclosed in accordance with Article 13(1) and (2) of the 2013 Law may be provided by means of a website and the place of the website where the information may be accessed is indicated in the Fund's prospectus or available at the Fund's or AIFM's registered office.

*Twenty-eighth resolution*

The meeting decides to consequently renumber Title VII and Articles 31 and 31.1 of the Articles so as to refer to Title "IX. GENERAL PROVISIONS", "Art. 34. Governing law" and "Art. 34.1", respectively.

*Twenty-ninth resolution*

The meeting decides to delete the French translation of the Articles in accordance with Article 26(2) of the law dated 13 February 2007, as amended.

There being no further business on the agenda, the Meeting is thereupon closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the Meeting, the members of the Bureau, all of whom are known to the notary by their names, civil status and residences, signed together with us, the Notary, the present original deed.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 19 décembre 2014. Relation: LAC/2014/61558. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 20 janvier 2015.

Référence de publication: 2015011578/332.

(150012712) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2015.

**Movilway IP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 156.447.

—  
**DISSOLUTION**

In the year two thousand and fifteen, on 15 of Januar,  
before Maître Anja HOLTZ, notary residing in Esch-sur-Alzette.

There appeared:

Movilway, S.L., a company incorporated and organized under the Laws of Spain, having its registered office at 2, Plaza de Colón, Torre I, Planta 15, E-28001 Madrid, Spain, represented by Mr Luis Alberto PAZ, duly represented by Mrs Monique GOLDENBERG, employee, professionally residing in Esch-sur-Alzette, by virtue of a power of attorney, given under private seal (the 'Sole Shareholder').

Said proxy, after having been initialled and signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party through its proxyholder has requested the notary to state that:

- it holds all the shares in the Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) existing under the name of Movilway IP S.à r.l., registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 156447, with registered office at 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg (the 'Company');

- the Company has been incorporated pursuant to a notarial deed dated October 22, 2010, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, 2658, of 3 December 2010;

- the Company's capital is set at EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euros) represented by 1,000 (thousand) shares with a par value of EUR 12,50 (twelve fifty Euros) each;
- the Sole Shareholder hereby resolved to proceed with the dissolution of the Company with effect from December 31, 2014;
- the Sole Shareholder assumes the role of liquidator of the Company;
- the Sole Shareholder as liquidator of the Company declares that the activity of the Company has ceased, that the known liabilities of the Company have been settled or fully provided for, that the Sole Shareholder is vested with all the assets and hereby expressly declares that it will take over and assume all outstanding liabilities (if any) of the Company, in particular those hidden or any known but unpaid and any as yet unknown liabilities of the Company before any payment to itself;
- the Sole Shareholder waives the requirement to appoint an auditor to the liquidation (commissaire à la liquidation) and to hear a report of an auditor to the liquidation;
- consequently the Company is liquidated and the liquidation is closed;
- the Sole Shareholder has full knowledge of the articles of incorporation of the Company and perfectly knows the financial situation of the Company;
- the Sole Shareholder grants full discharge to the managers of the Company for its mandate from the date of its appointment up to the date of the present meeting; and
- the books and records of the dissolved Company shall be kept for five (5) years from the date the date of the present meeting at the registered office of the Company.

Whereof the present deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, she signed together with the notary the present deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le 15 janvier.

par-devant Maître Anja HOLTZ, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Movilway S.L., une société constituée et organisée selon le droit espagnol, domiciliée au 2, Plaza de Colón, Torre I, Planta 15, E-28001 Madrid, Spain, représentée par Monsieur Luis Alberto PAZ, ici dûment représenté par Madame Monique GOLDENBERG, employée, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette, en vertu d'une procuration sous seing privé (l'Associé Unique).

Laquelle procuration après signature ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, demeurera annexée au présent acte pour y être soumis ensemble aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

- le comparant détient toutes les parts sociales de la société à responsabilité limitée existant sous la dénomination Movilway IP S.à r.l., immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 156447, avec siège social au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg (la 'Société');
- la Société a été constituée en vertu d'un acte notarié du 22 octobre 2010, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, 2658, du 3 décembre 2010;
- le capital social de la Société est fixé à EUR 12.500,-(douze mille cinq cent Euros) représenté par 1000 (mille) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 12,50- (douze euros)
- par la présente l'Associé Unique prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet au 31 décembre 2014;
- l'Associé Unique assume le rôle de liquidateur de la Société;
- l'Associé Unique, en sa qualité de liquidateur de la Société, déclare que l'activité de la Société a cessé, que le passif connu de la Société a été payé ou provisionné, qu'il est investi de tout l'actif et qu'il s'engage expressément à prendre à sa charge tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la Société et tout passif impayé ou inconnu à ce jour avant tout paiement à sa personne;
- l'Associé Unique renonce à la formalité de la nomination d'un commissaire à la liquidation et à la préparation d'un rapport du commissaire à la liquidation;
- partant la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée;
- le comparant a pleinement connaissance des statuts de la Société et de la situation financière de celle-ci;
- le comparant donne décharge pleine et entière au gérant de la Société pour leur mandat à compter de la date de sa nomination jusqu'à la date de la présente assemblée; et

- les documents et pièces relatifs à la Société dissoute seront conservés durant cinq (5) ans à compter de la date de la présente assemblée au siège de la Société.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais déclare qu'à la requête de la comparante, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de cette même partie comparante, et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite au mandataire de la comparante, celle-ci a signé avec nous notaire le présent acte.

Signé: M. Goldenberg, Anja Holtz.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 15 janvier 2015 - EAC/2015/1211 - Reçu soixante-quinze euros = 75 €.-

*Le Receveur (signé): A. Santioni.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux parties pour servir à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 16 janvier 2015.

Référence de publication: 2015011495/91.

(150013545) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2015.

**Helio Energia Holdings S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 191.270.

In the year two thousand and fifteen, on January 16<sup>th</sup>.

Before the undersigned Maître Blanche MOUTRIER, notary residing in Esch-sur-Alzette (Grand-Duchy of Luxembourg).

Has compared:

Mr Charles DURO, attorney at law, residing professionally at L-1325 Luxembourg, 03, rue de la Chapelle (Grand-Duchy of Luxembourg), acting in his capacity as special attorney in the name and on the behalf of the board of directors of "Helio Energia Holdings S.A.", a société anonyme duly formed and validly existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg and whose registered office is situated at L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames (Grand-Duchy of Luxembourg), R.C.S. Luxembourg B 191 270 (hereafter "the Company"), by virtue of a power conferred to him by the board of directors of the Company in its meeting of January 8<sup>th</sup>, 2015 (hereafter "the Board Meeting").

A copy of the minutes of the Board Meeting will remain attached to the present deed.

Such appearing person, in the capacity indicated above, requests the undersigned notary to certify his declarations as follows:

1) The Company has been incorporated on October 23<sup>rd</sup>, 2014 before Maître Blanche MOUTRIER prenamed, deed published in the Mémorial C Recueil Spécial des Sociétés et Associations number 3600 of November 27<sup>th</sup>, 2014.

2) According to article 5 of the by-laws of the Company:

**" 5. Issued and authorised share capital.**

**5.1 Issued share capital**

The issued share capital of the Company is set at 276.000,-usd divided into 2.760 ordinary shares with a nominal value of 100,-usd each and entirely paid in.

**5.2 Authorised share capital**

The authorised share capital of the Company is set at 10.000.000,-usd divided into 100.000 ordinary shares with a nominal value of 100,-usd each.

**5.3 Alterations of share capital**

5.3.1 All shares in the share capital of the Company (each a Share) shall be issued by the Company as fully paid-up with the rights and obligations set out in these Articles.

5.3.2 Notwithstanding any other provision of this Article 5.3, no Shares may be issued by the Company if such issue would result in the issued share capital of the Company exceeding the authorised share capital of the Company as set out in Article 5.2.

5.3.3 Within the limits of the authorized capital set out in Article 5.2, the Board is authorized and empowered to realize any increase of the share capital, with or without share premium, within the limits of the authorized capital in one or more tranches, by the issue of new Shares, grant of options exercisable into Shares, rights to subscribe for or convert any instruments into Shares, against payment in cash or in kind, by contribution of claims, by capitalization of reserves (including in favour of new shareholders) or in any other manner determined by the Board.

5.3.4 The Board is also authorized to determine the place and date of the issue or the successive issues, the issue price, the terms and conditions of the subscription of and paying up on the new Shares. If the consideration payable to

the Company for newly issued Shares exceeds the nominal value of those Shares, the excess is to be treated as share premium in respect of the Shares in the books of the Company.

5.3.5 The Board is especially authorized to issue such new Shares (or grant of options exercisable into Shares, rights to subscribe for or convert any instruments into Shares) by cancelling or limiting the existing shareholders' preferential right to subscribe for the new Shares (or options exercisable into new Shares, or instruments convertible into new Shares) in relation to the Employee Share Option Plan (ESOP) up to the amount of 500.000,-usd.

5.3.6 The Board is especially authorized to issue such new Shares (or grant of options exercisable into Shares, rights to subscribe for or convert any instruments into Shares) by cancelling or limiting the existing shareholders' preferential right to subscribe for the new Shares (or options exercisable into new Shares, or instruments convertible into new Shares) in relation to the Founders Option Pool up to the amount of 200.000,-usd.

5.3.7 The Board is especially authorized to issue new Shares (or grant of options exercisable into Shares, rights to subscribe for or convert any instruments into Shares) by cancelling or limiting the existing shareholders' preferential right to subscribe for the new Shares (or options exercisable into new Shares, or instruments convertible into new Shares) in relation to the Angel Investment up to the amount of 3.630.000,-usd to be allocated to the Lenders for the amount of 3.025.000,-usd and to the Founders Option Pool of up to 605.000,-usd.

5.3.8 The Board is especially authorized to issue new Shares (or grant of options exercisable into Shares, rights to subscribe for or convert any instruments into Shares) by cancelling or limiting the existing shareholders' preferential right to subscribe for the new Shares (or options exercisable into new Shares, or instruments convertible into new Shares) in relation to the Service Providers, i.e. one or more follow-on private capital financing broker warrants or suppliers and advisors in supplying services, and Founders Option Pool associated up to the amount of 5.394.000,-usd.

5.3.9 Such authorizations will expire on the fifth anniversary of the publication of the present deed in the Luxembourg official gazette (Mémorial C) and can be renewed in accordance with the applicable legal provisions.

5.3.10 The Board is authorized to do all things necessary to amend Article 5 of the present Articles in order to record the change of the issued share capital and authorized share capital following any increase pursuant to the present article. The Board is empowered to take or authorize the actions required for the execution and publication of such amendment in accordance with the 1915 Law. Furthermore, the Board may delegate to any duly authorized director or officer of the Company, or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for shares or to do all things necessary to amend article 5 of the present Articles in order to record the change of share capital following any increase pursuant to the present article.

#### 5.4 Power to issue different classes of Shares and attach rights

Subject to the provisions of the 1915 Law, the Shareholders may resolve in general meeting to create new classes of Shares and determine the features, rights and restrictions of such classes of Shares.

#### 5.5 Redeemable shares

5.5.1 Subject to the provisions of the 1915 Law (and article 49-8 in particular), Shares may be issued on terms that they are to be redeemed at the option of the Company, provided that the Shareholders have in general meeting approved the terms, conditions and manner of redemption of any such Shares. In this case, the Articles shall specify that such Shares are redeemable shares in accordance with the provisions of the 1915 Law.

5.5.2 Subject to the provisions of the 1915 Law, the Company may be authorised by the Shareholders in general meeting to acquire its own Shares by simple majority of the votes cast, regardless of the proportion of the capital represented by Shareholders attending the meeting.

#### 5.6 Variation of rights

5.6.1 The rights attached to a class of Shares may be varied with the approval of Shareholders in general meeting in accordance with the provisions of the 1915 Law and Article 22.5 of these Articles.

5.6.2 The rights attached to a class of Shares are not, unless otherwise expressly provided for in the rights attaching to those Shares, deemed to be varied by the issue of further Shares of the same class or by the redemption by the Company of its own Shares.

#### 5.7 Share premium

All share premium, if any, paid to the Company shall be at all times freely distributable by the Company provided that the applicable legal conditions are met (in particular, but not limited to the share premium constituting distributable amounts in accordance with law). Where a share premium is provided for, the amount thereof must be paid up in full."

3) The board of directors of the Company decided during the Board Meeting the increase of the subscribed share capital of the Company within the limits of the authorized share capital without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe to the capital being issued.

4) The board of directors of the Company further decided during the Board Meeting to accept the following subscriptions by:

- Milana Investments Limited, a company duly formed and validly existing under the laws of Isle of Man with the registered seat in LJ Skye Commerce House 1 Bowring Road Ramsey, IM8 2LQ (Isle of Man), of 242 shares for a total subscription price of 27.500,-usd paid by a contribution in cash, to be divided into 24.200,-usd as share capital and 3.300,-usd as share premium;

- Stanton Investments Limited, a company duly formed and validly existing under the laws of Isle of Man with the registered seat in 8a Village Walk, Onchan IM3 4EA (Isle of Man), of 242 shares for a total subscription price of 27.500,-usd paid by a contribution in cash, to be divided into 24.200,-usd as share capital and 3.300,-usd as share premium;

- Graham Haig Swiney and Kaye Nerine Swiney as trustee for the G & K Swiney Super Fund, with the registered seat in C/-PO Box 1288, Subiaco, Western Australia 6904 (Australia), of 396 shares for a total subscription price of 45.000,-usd paid by a contribution in cash, to be divided into 39.600,-usd as share capital and 5.400,-usd as share premium.

Consequently, the board of directors of the Company has decided the increase of the subscribed share capital of the Company by an amount of 88.000,-usd so that to raise it from its current amount of 276.000,-usd to the amount of 364.000,-usd by the issuance of 880 new shares with a nominal value of 100,-usd each and with a total share premium of an amount of 12.000,-usd, having same rights and obligations than the existing shares.

5) The 880 new shares with a nominal value of 100,-usd each and with a total share premium of an amount of 12.000,-usd for a total amount of 100.000,-usd have been subscribed in full by the above mentioned subscribers and paid up in cash on December 3<sup>rd</sup>, 2014 as was evidenced to the undersigned notary.

6) Article 5.1 of the by-laws of the Company shall be now read as follows:

“ **5.1 Issued share capital.** The issued share capital of the Company is set at 364.000,-usd divided into 3.640 ordinary shares with a nominal value of 100,-usd each and entirely paid in.”

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately 1.500,-euros.

The undersigned notary who understands and speaks English notes that upon request of the appearing persons the present deed is made in English followed by a French translation and in case of divergence between the English and the French, the English will prevail.

Done in Luxembourg at the date indicated at the beginning of the deed.

The deed having been read to the comparing person, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the appearing person has signed together with the notary the present deed.

### Suit la traduction française

L'an deux mille quinze, le seize janvier.

Par devant la soussignée Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

Maître Charles DURO, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à L-1325 Luxembourg, 03, rue de la Chapelle (Grand-Duché de Luxembourg), agissant en sa qualité de mandataire spécial au nom et pour compte du conseil d'administration «Helio Energia Holdings S.A.», une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social à L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames (Grand-Duché de Luxembourg) R.C.S. Luxembourg B 191 270 (ci-après “la Société”), mandaté à cet effet suivant procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 8 Janvier 2015 (ci-après “la Réunion du Conseil d'Administration”).

Une copie du procès-verbal de la Réunion Conseil d'Administration restera annexée aux présentes.

Lequel comparant, agissant en sa dite qualité, a requis le notaire instrumentaire de constater comme suit ses déclarations:

1) La Société a été constituée le 23 Octobre 2014 par devant Maître Blanche MOUTRIER prénommée, acte publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 3600 du 27 novembre 2014.

2) Selon l'article 5 des statuts de la Société:

« **5. Capital social émis et Capital autorisé.**

5.1 Capital social émis Le capital social émis de la Société est fixé à 276.000,-usd divisé en 2.760 actions ordinaires ayant une valeur nominale de 100,-usd chacune, entièrement libérées.

5.2 Capital Social Autorisé La Société dispose d'un capital social autorisé de 10.000.000,-usd divisé en 100.000 actions ordinaires ayant une valeur nominale de 100,-usd chacune.

5.3 Modifications du capital social

5.3.1. Toutes les actions de la Société (individuellement une Action) seront émises par la Société entièrement libérées avec les droits et obligations figurant aux présents Statuts.

5.3.2. Nonobstant toute autre disposition du présent article 5.3. aucune Action ne peut être émise par la Société qui aurait pour effet que le capital social émis de la Société dépasse le montant du capital autorisé de la Société tel qu'il est défini à l'article 5.2.

5.3.3. Dans les limites du capital social autorisé défini à l'article 5.2, le Conseil est autorisé à et reçoit le pouvoir de réaliser toute augmentation du capital social, avec ou sans prime d'émission, dans les limites du capital autorisé, en une ou plusieurs tranches, par l'émission de nouvelles Actions, l'attribution d'options exerçables en Actions, de droits de



souscrire ou de convertir tous instruments en Actions, par apport en numéraire ou en nature, par apport de créances, par incorporation de réserves (y compris en faveur de nouveaux actionnaires) ou de toute autre manière déterminée par le Conseil.

5.3.4. Le Conseil est également autorisé à déterminer la date et le lieu de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les termes et conditions de la souscription et du paiement des nouvelles Actions. Si l'apport devant être fait à la Société pour les Actions nouvellement émises excède la valeur nominale de ces Actions, ce surplus devra être traité dans les livres de la Société comme une prime d'émission relative à ces Actions.

5.3.5. Le Conseil est spécialement autorisé à émettre ces nouvelles Actions (ou à attribuer des options exerçables en Actions, des droits de souscrire ou de convertir tous instruments en Actions) en limitant ou supprimant le droit préférentiel des actionnaires existants de souscrire à ces nouvelles Actions (ou des options exerçables en Actions ou des droits de souscrire ou de convertir des instruments en actions) en relation avec le plan d'intéressement des employés à concurrence du montant de 500.000,-usd.

5.3.6. Le Conseil est particulièrement autorisé à émettre ces nouvelles actions (ou l'octroi d'options exerçables en actions, de droits de souscription ou de conversion des instruments en actions) en annulant ou limitant le droit préférentiel des actionnaires à souscrire les nouvelles actions (ou options exerçables en actions nouvelles ou de titres convertibles en actions nouvelles) par rapport au Founders Option Pool à concurrence du montant de 200.000, -usd.

5.3.7. Le Conseil est particulièrement autorisé à émettre de nouvelles actions (ou l'octroi d'options exerçables en actions, de droits de souscription ou de conversion des instruments en actions) en annulant ou limitant le droit préférentiel des actionnaires existants de souscrire les nouvelles actions (ou options exerçables en actions nouvelles ou de titres convertibles en actions nouvelles) par rapport au Angel Investment concurrence du montant de 3.630.000,-usd à allouer aux Lenders de 3.025.000,-usd et au Founders Option Pool pour 605.000,-usd.

5.3.8. Le Conseil est particulièrement autorisé à émettre de nouvelles actions (ou l'octroi d'options exerçables en actions, de droits de souscription ou de conversion des instruments en actions) en annulant ou limitant le droit préférentiel des actionnaires existants de souscrire les nouvelles actions (ou options exerçables en actions nouvelles ou de titres convertibles en actions nouvelles) en relation avec les Service Providers, par exemple, une ou plusieurs suites de mandats privés de courtage de financement du capital ou des fournisseurs et conseillers dans la fourniture de services, et le Founders Option Pool y relatif à concurrence du montant de 5.394.000,-usd.

5.3.9. Cette autorisation expirera au cinquième anniversaire de la publication du présent acte dans le journal officiel du Luxembourg (le Mémorial C) et pourra être renouvelée en conformité avec les dispositions légales applicables.

5.3.10. Le Conseil est autorisé à faire tout ce qu'il sera nécessaire pour modifier l'article 5 des présents Statuts afin de constater la modification du capital social émis et du capital social autorisé à la suite d'une augmentation réalisée sur base du présent article. Le Conseil est autorisé à faire ou à autoriser tous les actes requis pour l'exécution et la publication d'une telle modification en accord avec la Loi de 1915. Par ailleurs, le Conseil peut déléguer à n'importe quel administrateur ou dirigeant de la Société ou à tout autre personne, le pouvoir d'accepter les souscriptions et de recevoir paiement pour les actions ou de faire tout ce qu'il sera nécessaire pour modifier l'article 5 des présents Statuts afin de constater la modification du capital social à la suite d'une augmentation réalisée sur base du présent article.

5.4 Pouvoir d'émettre différentes classes d'actions et droits y attachés Sous réserve des dispositions de la Loi de 1915, les Actionnaires peuvent décider en assemblée générale de créer de nouvelles classes d'Actions et déterminer les caractéristiques, droits et restrictions de ces nouvelles classes d'actions.

#### 5.5 Actions rachetables

5.5.1 Sous réserve des dispositions de la Loi de 1915 (et de l'article 49-8 en particulier), les Actions peuvent être émises en précisant les termes auxquels elles sont rachetables à l'option de la Société, à condition que les Actionnaires en assemblée générale aient approuvé les termes et les conditions et la manière du rachat de ces Actions. Dans ce cas, les Statuts doivent préciser que ces actions sont rachetables conformément aux dispositions de la Loi de 1915.

5.5.2 Sous réserve des dispositions de la Loi de 1915, la Société peut être autorisée par les actionnaires en assemblée générale à acquérir ses propres Actions à la majorité simple des votes, indépendamment de la proportion du capital représenté par les Actionnaires participant à l'assemblée.

#### 5.6 Variation des droits

5.6.1 Les droits attachés à une classe d'Actions peuvent être modifiés par les Actionnaires en assemblée générale conformément aux dispositions de la Loi de 1915 et de l'article 21.5 de ces Statuts.

5.6.2 Les droits attachés à une classe d'Actions ne sont pas, à moins qu'il n'en soit prévu autrement par les droits attachés à ces Actions, considérés comme modifiés par l'émission ultérieure d'Actions de la même classe ou par le rachat de ses propres Actions par la Société.

#### 5.7 Prime d'émission

Toute prime d'émission, le cas échéant, payée à la Société doit être à tout moment librement distribuable par la Société, à condition que les conditions légales applicables soient remplies (en particulier, mais pas seulement, celles limitées à la prime d'émission constituant un montant distribuable conformément à la loi). Lorsqu'une prime d'émission est prévue, le montant de celle-ci doit être intégralement versé.»

3) Le conseil d'administration de la Société a décidé pendant la Réunion du Conseil d'Administration l'augmentation du capital social souscrit de la Société dans les limites du capital autorisé sans réserver aux actionnaires existants un droit préférentiel de souscription à l'augmentation du capital social souscrit à intervenir.

4) Le conseil d'administration de la Société a également décidé pendant la Réunion du Conseil d'Administration d'accepter les souscriptions suivantes de:

- Milana Investments Limited, une société de droit de l'Ile de Man ayant son siège social à LJ Skye Commerce House 1 Bowring Road Ramsey, IM8 2LQ (Ile de Man), de 242 actions pour un prix de souscription de 27.500,-usd libéré par un apport en numéraire, à diviser en 24.200,-usd de capital social et 3.300,-usd de prime d'émission;

- Stanton Investments Limited, une société de droit de l'Ile de Man ayant son siège social à 8a Village Walk, Onchan IM3 4EA (Ile de Man), de 242 actions pour un prix de souscription de 27.500,-usd libéré par un apport en numéraire, à diviser en 24.200,-usd de capital social et 3.300,-usd de prime d'émission;

- Graham Haig Swiney and Kaye Nerine Swiney as trustee for the G & K Swiney Super Fund, ayant son siège social à C/-PO Box 1288, Subiaco, Western Australia 6904 (Australia), de 396 actions pour un prix de souscription de 45.000,-usd libéré par un apport en numéraire, à diviser en 39.600,-usd de capital social et 5.400,-usd de prime d'émission.

Par conséquent, le conseil d'administration de la Société a décidé d'augmenter le capital social souscrit de la Société à concurrence d'un montant de 88.000,-usd pour le porter de son montant actuel de 276.000,-usd au montant de 364.000,-usd par l'émission de 880 nouvelles actions avec une valeur nominale de 100,-usd chacune et avec une prime d'émission d'un montant total de 12.000,-usd ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes.

5) Les 880 nouvelles actions avec une valeur nominale de 100,-usd chacune et avec une prime d'émission d'un montant total de 12.000,-usd pour un montant total de 100.000,-usd ont été souscrites par les souscripteurs ci-avant mentionnés et ont été libérées en numéraire en date du 3 décembre 2014, tel qu'il a été justifié au notaire instrumentaire.

6) L'article 5.1 des statuts de la Société aura désormais la teneur suivante:

« **5.1 Capital social émis.** Le capital social émis de la Société est fixé à 364.000,-usd divisé en 3.640 actions ordinaires ayant une valeur nominale de 100,-usd chacune, entièrement libérées.»

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombe à la Société ou qui est mis à sa charge, à raison du présent acte est évalué approximativement à la somme de 1.500,- euros.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en version anglaise suivie d'une traduction en français et en cas de divergence entre l'anglais et le français, la version anglaise prévaudra.

Fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu au comparant, connu du notaire par son nom, prénom, état civil et résidence, le comparant a signé ensemble avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: DURO, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 20/01/2015. Relation: EAC/2015/1437. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 21/01/2015.

Référence de publication: 2015011325/252.

(150013344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2015.

### **Parvest, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 33.363.

#### EXTRAIT

Suite à une résolution circulaire datée du 26 septembre 2014, le Conseil d'Administration de la Société a pris note:  
- de la démission de Monsieur William de VIJLDER de son poste de membre du Conseil d'Administration avec effet au 1<sup>er</sup> septembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 janvier 2015.

Pour extrait conforme

PARVEST

Référence de publication: 2015012311/15.

(150013626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

**Eos Products S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 193.794.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the nineteenth day of December.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Headstart S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, having a share capital of one hundred twenty-five thousand Euros (EUR 125,000.-) and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (R.C.S. Luxembourg) under number B 149.993 (the Founding Shareholder),

here represented by Annick Braquet, notary clerk, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this notarial deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as described above, has requested the undersigned notary to document the deed of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which it deems to incorporate and the articles of association of which shall be as follows:

ARTICLES OF ASSOCIATION

**Art. 1. Definitions.** In the interpretation of these articles of association unless the context otherwise indicates, the following terms shall have the following meanings:

Articles	means these articles of association of the Company, as amended from time to time.
Board	means the board of managers of the Company, if several Managers have been appointed.
Business Day	means any day (other than a Saturday or Sunday) on which commercial banks are usually open for business in Luxembourg.
Chairman	means the chairman of the Board from time to time.
Company	means Eos Products S.à r.l.
General Meeting	means the general meeting of the Shareholders.
Law	means the company law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended from time to time.
Managers	means the persons appointed as such by the General Meeting and Manager means any of them.
Shareholders	means the persons registered in the register of shareholders of the Company, in application of article 185 of the Law, as the holders of the Shares from time to time and Shareholder means any of them.
Shareholders Circular Resolutions	shall have the meaning ascribed to such term in article 10.
Shares	means the shares in registered form in the share capital of the Company having a par value of one Euro (EUR 1.-) each and Share means any of them.
Sole Manager	means the sole manager of the Company.
Sole Shareholder	means the sole person registered in the register of shareholders of the Company, in application of article 185 of the Law, as the only holder of the Shares from time to time.

**Art. 2. Form and Name.** The name of the Company is “Eos Products S.à r.l.”. The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the present Articles, the Law and the relevant legislation.

The Company may have a Sole Shareholder or Shareholders. Any reference to the Shareholders in the Articles shall be a reference to the Sole Shareholder if the Company has only one (1) Shareholder.

**Art. 3. Corporate Objects.** The purpose of the Company is the acquisition, holding, management and disposal of participations and any interests, in Luxembourg or abroad, in any companies and/or enterprises in any form whatsoever. The Company may in particular acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company and/or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

The Company may borrow in any form except by way of public offer and proceed by private placement only to the issue of bonds, notes, debentures or any kind of debt or equity securities.

The Company may lend funds, including without limitation, resulting from any borrowings of the Company and/or from the issue of any equity or debt securities of any kind, to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies or entities it deems fit.

The Company may further guarantee, grant security in favor of or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company. The Company may further give guarantees, pledge, transfer or encumber or otherwise create security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and generally for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorization.

The Company may further act as a general or limited member with unlimited or limited liability for all debts and obligations of partnerships or similar entities.

The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

The Company may, for its own account as well as for the account of third parties, carry out all operations (including, without limitation, transactions with respect to real estate or movable property) which may be useful or necessary to the accomplishment of its purpose or which are directly or indirectly related to its purpose.

**Art. 4. Duration.** The Company is formed for an unlimited duration.

**Art. 5. Registered Office.** The registered office of the Company is established in Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the General Meeting. Within the boundaries of the municipality of Luxembourg, the registered office may be transferred by a resolution of the Board or, in the case of a sole Manager, by a decision of the Sole Manager.

The Board or, as the case may be, the Sole Manager, shall further have the right to set up branches, subsidiaries or other offices wherever it shall deem fit, either within or outside the Grand Duchy of Luxembourg.

Where the Board or, as the case may be, the Sole Manager, determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

**Art. 6. Share Capital.** The subscribed share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-), represented by twelve thousand five hundred (12,500) Shares having a par value of one Euro (EUR 1.-) each.

The Company's subscribed share capital may be increased or reduced by a resolution adopted by the General Meeting in the manner required for the amendment to the Articles, as prescribed in article 11 below.

**Art. 7. Shares.** All Shares are in registered form, fully subscribed and entirely paid up.

A register of the Shareholders will be kept at the registered office, where it will be available for inspection by any Shareholder. Such register shall set forth the name of each Shareholder, his/her/its residence or elected domicile, the number of Shares held by him/her/it, the amounts paid in on each such Share, and the transfer/subscriptions of Shares and the dates of such transfers/subscriptions as well as any security rights granted on the Shares from time to time. Each Shareholder will notify the Company by registered letter his/her/its address and any change thereof. The Company may rely on the last address of a Shareholder received by it. The ownership of the Shares will be established by the entry in this register.

Certificates of these entries may be issued to the Shareholders and such certificates, if any, will be signed by the Chairman or by any two (2) Managers or, as the case may be, the Sole Manager.

The Company will recognize only one (1) holder per Share. In case a Share is held by more than one (1) person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that Share until one (1) person has been appointed as sole owner in relation to the Company. The same rule shall apply in the case of conflict between a usufruct holder (usufruitier) and a bare owner (nu-propritaire) or between a pledgor and a pledgee.

The Company may repurchase or redeem its own Shares provided that the repurchased or redeemed Shares be immediately cancelled and the subscribed share capital of the Company reduced accordingly.

**Art. 8. Transfer of Shares.** Shares are freely transferable among the Shareholders. Except if otherwise provided by law, the transfer of Shares to third parties is subject to the prior consent of the Shareholders representing at least three-quarters (3/4) of the Company's subscribed share capital. The transfer of Shares to third parties by reason of a Shareholder's death must be approved by the Shareholders representing three-quarters (3/4) of the rights owned by the survivors.

The transfer of the Shares may be effected by a written declaration of transfer entered in the register of the Shareholders, such declaration of transfer to be dated and executed by the transferor and the transferee or by the persons holding suitable powers of attorney or in accordance with the provisions applying to the transfer of claims provided for in article 1690 of the Luxembourg civil code.

The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer evidencing the consent of the transferor and the transferee satisfactory to the Company.

**Art. 9. Powers of the General Meeting.** As long as the Company has only one (1) Shareholder, the Sole Shareholder assumes all powers conferred to the General Meeting. In these Articles, decisions taken, or powers exercised, by the General Meeting shall be a reference to decisions taken, or powers exercised, by the Sole Shareholder as long as the Company has only one (1) Shareholder. Decisions taken by the Sole Shareholder are documented by way of written minutes.

In the case of a plurality of Shareholders, any regularly constituted General Meeting shall represent the entire body of Shareholders. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company.

**Art. 10. Annual General Meeting - Other General Meetings.** If the number of Shareholders exceeds twenty-five (25), the annual General Meeting shall be held, in accordance with the Law, at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the General Meeting, on the third Thursday in June of each year at 5:00 p.m. If such day is not a Business Day, the annual General Meeting shall be held on the next following Business Day.

Notwithstanding the above, the annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board or, as the case may be, the Sole Manager, exceptional circumstances so require.

Other General Meetings may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the General Meeting.

Resolutions of the Shareholders shall be adopted at a General Meeting or by way of circular resolutions (the Shareholders Circular Resolutions) in case the number of Shareholders is less than or equal to twenty-five (25).

Where resolution(s) is/are to be adopted by way of Shareholders Circular Resolutions, each Shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall sign the resolution(s). Shareholders Circular Resolutions signed by all the Shareholders shall be valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and shall bear the date of the last signature.

**Art. 11. Notice, quorum, convening notices, powers of attorney and vote.** The Shareholders shall be convened to the General Meetings or consulted in writing at the initiative of (i) any Manager or, as the case may be, the Sole Manager, (ii) the statutory auditor (if any) or (iii) Shareholders representing more than one-half (1/2) of the Company's subscribed share capital.

Written convening notice of any General Meeting shall be given to all Shareholders by registered mail to their address appearing in the register of Shareholders held by the Company at least eight (8) calendar days in advance of the date of the General Meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which shall be set forth in the convening notice of the General Meeting.

If all the Shareholders are present and/or represented at a General Meeting and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior written convening notice.

A Shareholder may act at any General Meeting by appointing another person, who need not be a Shareholder, as its proxy in writing whether in original, by telefax or e-mail to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed.

Any Shareholder may participate in a General Meeting by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) all the Shareholders attending the General Meeting can be identified, (ii) all persons participating in the General Meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the General Meeting is performed on an on-going basis and (iv) the Shareholders can properly deliberate. Participating in a General Meeting by such means shall constitute presence in person at such General Meeting.

Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by Shareholders owning more than one-half (1/2) of the Company's subscribed share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting, the Shareholders shall be convened by registered letters to a second General Meeting and the resolutions shall be adopted at the second General Meeting by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the subscribed share capital represented.

The Articles may be amended with the consent of a majority (in number) of Shareholders owning at least three-quarters (3/4) of the Company's subscribed share capital.

Any change in the nationality of the Company and any increase of a Shareholder's commitment in the Company shall require the unanimous consent of the Shareholders.

Each Share is entitled to one (1) vote at General Meetings.

**Art. 12. Management.** The Company shall be managed by one (1) or several Manager(s) who need not be Shareholders.

The Manager(s) shall be appointed by the General Meeting. The General Meeting shall also determine the number of Managers, their remuneration and the term of their office. A Manager may be removed with or without cause and/or replaced, at any time, by a resolution adopted by the General Meeting.

If several Managers are appointed, they shall constitute the Board.

Where the Company is managed by a Board, each Manager shall be assigned either an A or a B signatory power.

**Art. 13. Meetings of the Board.** The Board shall appoint a Chairman among its members and may choose a secretary, who need not be a Manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board, the resolutions passed at the General Meeting or of the resolutions passed by the Sole Shareholder. The Chairman will preside at all meetings of the Board. In his/her absence, the other Managers will appoint another Chairman pro tempore who will preside at the relevant meeting by simple majority vote of the Managers present and/or represented at such meeting.

The Board shall meet upon call by the Chairman or any two (2) Managers at the place indicated in the convening notice of the meeting.

Written convening notice of any meeting of the Board shall be given to all the Managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth briefly in the convening notice of the meeting of the Board.

No such written convening notice is required if all the Managers are present and/or represented during the meeting and if they state to have been duly informed and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The written convening notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telefax or e-mail to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed, of each Manager. Separate written convening notice shall not be required for meetings that are held at times and places determined in a schedule previously adopted by a resolution of the Board.

Any Manager may act at any meeting of the Board by appointing in writing, whether in original, by telefax or e-mail to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed, another Manager as his or her proxy.

The Board can validly debate and take decisions only if at least the majority of its members is present and/or represented and at least one (1) category A manager and at least one (1) category B manager are present and/or represented. A Manager may represent more than one of his or her colleagues, provided however that at least two (2) Managers are present at the meeting or participate at such meeting by way of any means of communication that are permitted under the Articles and the Law. Decisions are taken by the majority of the Managers present and/or represented provided that any resolution shall not validly be passed unless it is approved by at least one (1) category A Manager and at least one (1) category B Manager.

In case of a tied vote, the Chairman of the meeting shall have a casting vote.

Any Manager may participate in a meeting of the Board by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) all Managers attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the Managers can properly deliberate. Participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting. A meeting of the Board held by such means of communication will be deemed to be held in Luxembourg.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board may also be passed in writing, in case of urgency or where other exceptional circumstances so require. Such written resolution shall consist of one or several documents containing the resolution and signed, manually or electronically by means of an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) by each Manager. The date of such resolution shall be the date of the last signature.

Article 13 does not apply in the case that the Company is managed by a Sole Manager.

**Art. 14. Minutes of meetings of the Board or minutes of resolutions of the Sole Manager.** The resolutions passed by the Sole Manager shall be documented by written minutes kept at the Company's registered office.

The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the Chairman or a member of the Board who presided at such meeting or all the Managers present at such meeting. The minutes of the resolutions taken by the Sole Manager shall be signed by the Sole Manager.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman, any two (2) Managers or the Sole Manager (as the case may be).

**Art. 15. Powers of the Board.** The Board or, as the case may be, the Sole Manager is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorize and/or perform or cause to be performed all acts of disposal and administration falling within the corporate objects of the Company.

All powers not expressly reserved by the Law or by the Articles to the General Meeting fall within the competence of the Board or, as the case may be, the Sole Manager.

**Art. 16. Delegation of powers.** The Board may appoint a person (délégué à la gestion journalière), either a Shareholder or not, or a member of the Board or not, who shall have full authority to act on behalf of the Company in all matters concerned with the daily management and affairs of the Company.

The Board may appoint a person, either a Shareholder or not, either a Manager or not, as permanent representative for any entity in which the Company is appointed as member of the board of directors. This permanent representative shall act with all discretion, but in the name and on behalf of the Company, and may bind the Company in its capacity as member of the board of directors of any such entity.

The Board is also authorized to appoint a person, either Manager or not, for the purposes of performing specific functions at every level within the Company.

**Art. 17. Binding signatures.** The Company shall be bound towards third parties in all matters by (i) the joint signatures of one (1) category A Manager and one (1) category B Manager or as the case may be, (ii) the sole signature of the Sole Manager.

The Company shall further be bound by the joint signatures of any persons or the sole signature of the person to whom specific signatory power has been granted by the Board or the Sole Manager, but only within the limits of such power. Within the boundaries of the daily management, the Company will be bound by the sole signature, as the case may be, of the person appointed to that effect in accordance with the first paragraph of article 16 above.

**Art. 18. Liability of the Manager(s).** The Manager(s) do not assume, by reason of their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company provided such commitments comply with the Articles and the Law. They are authorized agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

**Art. 19. Audit.** If the number of Shareholders exceeds twenty-five (25), the operations of the Company shall be supervised by one (1) or more statutory auditor(s) (*commissaire(s) aux comptes*), or, where required by the Law, an independent external auditor (*réviseur d'entreprises agréé*).

The Shareholders shall appoint the statutory auditor(s) (*commissaire(s) aux comptes*), if any and the independent external auditor (*réviseur d'entreprises agréé*), if any, and determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. The statutory auditor(s) (*commissaire(s) aux comptes*) and the independent external auditor (*réviseur d'entreprises agréé*) may be reappointed.

**Art. 20. Accounting Year.** The accounting year of the Company shall begin on January first (1<sup>st</sup>) and ends on December thirty-first (31<sup>st</sup>) of each year.

**Art. 21. Annual Accounts.** Every year as of the accounting year's end, the Board or, as the case may be, the Sole Manager will draw up the annual accounts of the Company in the form required by the Law.

Each Shareholder may inspect the above inventory and annual accounts at the Company's registered office.

**Art. 22. Distributions.** From the annual net profits of the Company, five percent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to ten percent (10%) of the subscribed share capital of the Company as stated or as increased or reduced from time to time as provided in article 6 above, but shall again be compulsory if the reserve falls below such one-tenth (1/10).

The annual General Meeting shall determine the allocation of the remainder of the annual net profits and may decide to pay dividends from time to time as in its discretion it believes best suits the corporate purpose and policy and within the limits of the Law.

Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- (i) interim accounts are drawn up by the Board or, as the case may be, the Sole Manager;
- (ii) such interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premiums) are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last accounting year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;
- (iii) the Company's auditor, if any, has stated in his/her report to the Board or, as the case may be, the Sole Manager, that items (i) and (ii) above have been satisfied;
- (iv) the decision to distribute interim dividends must be taken by the Shareholders or the Board, or as the case may be, the Sole Manager, within two (2) months from the date of the interim accounts;
- (v) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and
- (vi) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the accounting year, the Shareholders must refund the excess to the Company.

**Art. 23. Dissolution.** The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, bankruptcy, insolvency or any similar event affecting one (1) or several Shareholders.

The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting adopted in the manner required for the amendment to the Articles, as prescribed in article 11 above. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one (1) or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the General Meeting deciding such liquidation. Such General Meeting shall also determine the powers and the remuneration of the liquidator(s).

The surplus, after realization of the assets and the payment of the liabilities, shall be distributed among the Shareholders proportionally to the Shares held by them.

**Art. 24. Applicable law.** All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law and, subject to any non-waivable provisions of the applicable law, any agreement entered into by the Shareholders from time to time.

*Transitional provisions*

The first accounting year begins today and ends on December 31, 2015.

*Subscription and payment*

The Articles having thus been established, the Founding Shareholder, represented as described above, hereby declares that it subscribes to twelve thousand five hundred (12,500) shares representing the total subscribed share capital of the Company.

All these shares have been fully paid up by the Founding Shareholder by a payment in cash, so that the sum of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) paid by the Founding Shareholder is from now on at the free disposal of the Company, evidence thereof having been given to the officiating notary.

*Statement - Costs*

The notary executing this notarial deed declares that the conditions prescribed by articles 182 and 183 of the Law have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfillment. Further, the notary executing this deed confirms that these Articles comply with the provisions of articles 27 and 184 of the Law.

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 1.200.-

*Resolutions of the sole shareholder*

The Founding Shareholder, represented as described above, representing the total subscribed share capital of the Company, has passed the following resolutions:

(a) the number of managers of the Company is set at two (2);

(b) the following person is appointed as manager of the Company having an A signatory power:

- Krystel Stoffel, born on July 10, 1984 in Arlon (Belgium), with professional address at 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

and the following person is appointed as manager of the Company having a B signatory power:

- Christophe Gaul, born on April 3, 1977 in Messancy (Belgium), with professional address at 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

(c) the members of the Board are appointed for an undetermined period; and

(d) the address of the registered office of the Company is set at 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the proxyholder of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the proxyholder of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French versions, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

This document having been read to the proxyholder of the appearing party, who is known to the undersigned notary by his/her surname, name, civil status and residence, the said proxyholder of the appearing party signed the present deed together with the undersigned notary.

**Suit la traduction en français du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le vingt-deuxième jour du mois de décembre.

Pardevant nous, Maître Henri Hellinckx, notaire demeurant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Headstart S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, ayant un capital social de cent vingt-cinq mille Euros (EUR 125.000,-) et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (R.C.S. Luxembourg) sous le numéro B 149.993 (l'Associé Fondateur),

ici représentée par Annick Braquet, clerc de notaire, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante ainsi que par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte notarié pour être soumise ensemble aux formalités d'enregistrement.



Laquelle partie comparante, représentée tel que décrit ci-dessus, a requis le notaire soussigné d'enregistrer l'acte de constitution d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer et de dresser les statuts qu'elle a arrêtés comme suit:

## STATUTS

**Art. 1<sup>er</sup>. Définitions.** Pour ce qui est de l'interprétation de ces statuts, à moins que le contexte ne l'indique de manière différente, les termes suivants auront les significations suivantes:

Assemblée Générale	signifie l'assemblée générale des Associés.
Associés	signifie les personnes nommées dans le registre des associés de la Société, conformément à l'article 185 de la Loi, en tant que détenteurs de Parts Sociales de temps à autre et Associé signifie n'importe lequel d'entre eux.
Associé Unique	signifie la personne unique nommée dans le registre des associés de la Société, conformément à l'article 12 185 de la Loi, en tant que seul détenteur des Parts Sociales de temps à autre.
Conseil	signifie l'organe de gestion de la Société, si plusieurs Gérants ont été nommés.
Gérants	signifie les personnes nommées en cette qualité par l'Assemblée Générale et Gérant signifie n'importe lequel d'entre eux.
Gérant Unique	signifie le gérant unique de la Société.
Jour Ouvrable	signifie toute journée (autre qu'un samedi ou un dimanche) pendant laquelle les banques commerciales sont normalement ouvertes au public au Luxembourg.
Loi	signifie la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée de temps à autre.
Parts Sociales	signifie les parts sociales nominatives dans le capital social de la Société ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1.-) chacune et Part Sociale signifie n'importe laquelle d'entre elles.
Président	signifie le président du Conseil de temps à autre.
Résolutions Circulaires des Associés	aura la signification donnée à ce terme à l'article 10.
Société	signifie Eos Products S.à r.l.
Statuts	signifie les présents statuts de la Société tels que modifiés de temps à autre.

**Art. 2. Forme et Dénomination.** La dénomination de la Société est «Eos Products S.à r.l.». La Société est une société à responsabilité limitée régie par les présents Statuts, la Loi et la législation applicable.

La Société peut avoir un Associé Unique ou des Associés. Toute référence aux Associés dans les Statuts est une référence à l'Associé Unique si la Société n'a qu'un (1) seul Associé.

**Art. 3. Objet Social.** L'objet de la Société est l'acquisition, la détention, la gestion et la disposition de participations ou d'intérêts, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société et/ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit excepté par voie d'offre publique et elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'obligations, de billets à ordre, de titres de créance ou de toute sorte de créance ou de titres participatifs.

La Société peut prêter des fonds comprenant, sans limitation, ceux résultant de ses emprunts et/ou des émissions de titres participatifs ou de titres de créance de toute sorte, à ses filiales, à des sociétés affiliées et à toutes autres sociétés et/ou entités jugées appropriées.

La Société peut également garantir, accorder des garanties à ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société. La Société peut en outre consentir des garanties, nantir, céder ou grever de charge ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs pour garantir ses propres obligations et celles de toute autre société, généralement pour son propre bénéfice et celui de toute autre société ou personne. Pour éviter toute ambiguïté, la Société ne peut pas exercer d'activités réglementées du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

La Société peut encore agir en tant qu'associé commandité ou commanditaire avec responsabilité illimitée ou limitée pour toutes les créances et obligations de sociétés en commandite (partnership) ou entités similaires.

La Société peut employer toutes techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques liés aux crédits, aux fluctuations monétaires, aux fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société peut, pour son propre compte ainsi que pour le compte de tiers, accomplir toutes les opérations (comprenant, sans limitation, des transactions mobilières et immobilières) utiles ou nécessaires à l'accomplissement de son objet social ou se rapportant directement ou indirectement à celui-ci.

**Art. 4. Durée de la Société.** La Société est formée pour une période indéterminée.

**Art. 5. Siège Social.** Le siège social de la Société est établi à Luxembourg. Il pourra être transféré vers toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'Assemblée Générale. Dans les limites de la commune de Luxembourg, le siège social peut être transféré par une résolution du Conseil ou, dans le cas d'un Gérant unique, par une décision du Gérant Unique.

Le Conseil ou, le cas échéant, le Gérant Unique, a encore le droit de créer des succursales, des filiales ou d'autres bureaux en tous lieux qu'il jugera appropriés, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Lorsque le Conseil ou, le cas échéant, le Gérant Unique estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale de la Société au siège social, ou la communication aisée entre le siège social de la Société et l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer temporairement le siège social de la Société à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances extraordinaires. Ces mesures temporaires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, en dépit du transfert temporaire de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

**Art. 6. Capital Social.** Le capital social souscrit de la Société est fixé à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-), représenté par douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune.

Le capital social souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution prise par l'Assemblée Générale statuant de la manière requise en cas de modification des Statuts, dans les conditions prévues à l'article 11 ci-dessous.

**Art. 7. Parts Sociales.** Toutes les Parts Sociales sont nominatives, intégralement souscrites et entièrement libérées.

Un registre des Associés est tenu au siège social, où il peut être consulté par tout Associé. Ce registre contient le nom de tout Associé, sa résidence ou son domicile élu, le nombre de Parts Sociales qu'il détient, le montant libéré pour chacune de ses Parts Sociales, ainsi que la mention des cessions/souscriptions de Parts Sociales et les dates de ces cessions/souscriptions ainsi que toutes garanties accordées sur les Parts Sociales de temps à autre. Chaque Associé notifiera son adresse à la Société par lettre recommandée, ainsi que tout changement d'adresse ultérieur. La Société peut considérer comme exacte la dernière adresse de l'Associé qu'elle a reçue. La propriété des Parts Sociales est établie par inscription dans ledit registre.

Des certificats constatant ces inscriptions peuvent être émis aux Associés et ces certificats, s'ils sont émis, seront signés par le Président ou par deux (2) Gérants ou, le cas échéant, par le Gérant Unique.

La Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par Part Sociale. Dans le cas où une Part Sociale viendrait à appartenir à plusieurs personnes, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous droits attachés à cette Part Sociale jusqu'au moment où une (1) personne aura été désignée comme propriétaire unique vis-à-vis de la Société. La même règle sera appliquée en cas de conflit entre un usufruitier et un nu-propriétaire ou entre un créancier et un débiteur gagiste.

La Société peut racheter ou retirer ses propres Parts Sociales à condition d'annuler immédiatement les Parts Sociales rachetées ou retirées et de réduire le capital social souscrit de la Société correspondante.

**Art. 8. Cessions de Parts Sociales.** La cession de Parts Sociales entre Associés peut se faire librement. A moins que la loi ne le prévoit autrement, la cession de Parts Sociales à des tiers est soumise à l'accord préalable des Associés représentant au moins trois-quarts (3/4) du capital social souscrit de la Société. La cession de Parts Sociales à des tiers en raison du décès d'un Associé doit être approuvée par les Associés représentant trois-quarts (3/4) des droits détenus par les survivants.

La cession de Parts Sociales peut s'effectuer par une déclaration écrite de la cession inscrite au registre des Associés, cette déclaration de cession devant être datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant les pouvoirs de représentation nécessaire pour agir à cet effet ou, conformément aux dispositions de l'article 1690 du code civil luxembourgeois relatives à la cession de créances.

La Société peut également accepter comme preuve de cession d'autres instruments de cession prouvant les consentements du cédant et du cessionnaire, et jugés suffisants par la Société.

**Art. 9. Pouvoirs de l'Assemblée Générale.** Aussi longtemps que la Société n'a qu'un (1) Associé, l'Associé Unique a tous les pouvoirs conférés à l'Assemblée Générale. Dans ces Statuts, toute référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Assemblée Générale est une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Associé Unique tant que la Société n'a qu'un (1) seul Associé. Les décisions prises par l'Associé Unique sont enregistrées par voie de procès-verbaux écrits.

Dans l'hypothèse d'une pluralité d'Associés, toute Assemblée Générale régulièrement constituée représente tous les Associés. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

**Art. 10. Assemblée Générale annuelle - Autres Assemblées Générales.** Si le nombre d'Associés excède vingt-cinq (25), l'Assemblée Générale annuelle se tient conformément à la Loi à l'adresse du siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune du siège social indiqué dans les convocations de l'Assemblée Générale, le troisième jeudi de juin de chaque année à 17h00 heures. Si ce jour n'est pas un Jour Ouvrable, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le premier Jour Ouvrable suivant.

Nonobstant ce qui précède, l'Assemblée Générale annuelle peut se tenir à l'étranger si le Conseil ou, le cas échéant, le Gérant Unique, constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Les autres Assemblées Générales pourront se tenir au lieu et heure spécifiés dans les avis de convocation.

Les résolutions des Associés seront prises par l'Assemblée Générale ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires des Associés) dans le cas où le nombre des Associés est inférieur ou égal à vingt-cinq (25).

Lorsque la (les) résolution(s) doit/doivent être prise(s) par le biais de Résolutions Circulaires des Associés, chaque Associé recevra un projet de la (des) résolution(s) à passer, et signera la (les) résolution(s). Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les Associés seront valides et engageront la Société comme si elles avaient été prises pendant une Assemblée Générale dûment convoquée et tenue et porteront la date de la dernière signature.

**Art. 11. Convocation, quorum, avis de convocation, procurations et vote.** Les Associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative (i) de tout Gérant ou, le cas échéant, du Gérant Unique, (ii) du/des commissaire(s) aux comptes le cas échéant ou (iii) d'Associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social souscrit de la Société.

Les avis de convocation pour toute Assemblée Générale sont envoyés à tous les Associés par lettre recommandée à leur domicile dont il est fait mention dans le registre des Associés tenu par la Société au moins huit (8) jours calendaires avant la date de l'Assemblée Générale, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation.

Si tous les Associés sont présents et/ou représentés à une Assemblée Générale, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, l'Assemblée Générale pourra être tenue sans convocation préalable.

Chaque Associé peut prendre part aux Assemblées Générales en désignant par écrit, soit en original, soit par télécopie ou par courriel muni d'une signature électronique (conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise), une autre personne comme mandataire, Associé ou non.

Tout Associé peut participer à une Assemblée Générale par conférence téléphonique, vidéo conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) tous les Associés participant à l'Assemblée Générale peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à l'Assemblée Générale peut entendre les autres participants et leur parler, (iii) l'Assemblée Générale est retransmise en direct et (iv) les Associés peuvent valablement délibérer. La participation à une Assemblée Générale par un tel moyen de communication équivaldra à une participation en personne à l'Assemblée Générale.

Les Résolutions devant être adoptées en Assemblées Générales seront prises par les Associés détenant plus de la moitié (1/2) du capital social souscrit de la Société. Si cette majorité n'est pas atteinte lors de la première Assemblée Générale, les Associés seront convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale et les résolutions seront prises lors de la seconde Assemblée Générale à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social souscrit représenté.

Les Statuts peuvent être modifiés avec le consentement d'une majorité (en nombre) d'Associés détenant au moins trois-quarts (3/4) du capital social souscrit de la Société.

Le changement de la nationalité de la Société et l'augmentation des engagements d'un Associé dans la Société exigent l'accord unanime des Associés.

Chaque Part Sociale donne droit à un (1) vote aux Assemblées Générales.

**Art. 12. Gérance.** La Société est gérée par un (1) ou plusieurs Gérant(s), Associés ou non.

Le(s) Gérant(s) est (sont) nommé(s) par l'Assemblée Générale. L'Assemblée Générale détermine également le nombre de Gérants, leur rémunération et la durée de leur mandat. Un Gérant peut être révoqué avec ou sans motif et/ou remplacé, à tout moment, par une résolution prise par l'Assemblée Générale.

Si plusieurs Gérants sont nommés, ceux-ci constitueront le Conseil.

Si la Société est administrée par un Conseil, chaque Gérant se verra attribuer soit un pouvoir de signature A, soit un pouvoir de signature B.

**Art. 13. Réunion du Conseil.** Le Conseil doit nommer un Président parmi ses membres et peut désigner un secrétaire, Gérant ou non, qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil, des résolutions passées en Assemblée Générale ou des résolutions passées par l'Associé Unique. Le Président préside toutes les réunions du Conseil.

En son absence, les autres Gérants nommeront un autre Président pro tempore qui présidera la réunion en question par un vote à la majorité simple des Gérants présents et/ou représentés à la réunion en question.

Les réunions du Conseil sont convoquées par le Président ou par deux (2) Gérants, au lieu indiqué dans l'avis de convocation de la réunion.

Avis écrit de toute réunion du Conseil est donné à tous les Gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés brièvement dans la convocation de la réunion du Conseil.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les Gérants sont présents et/ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord de chaque Gérant donné par écrit soit en original, soit par téléfax ou par courriel muni d'une signature électronique (conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise). Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion se tenant au lieu et place prévus dans une résolution préalablement prise par le Conseil.

Tout Gérant peut se faire représenter lors d'une réunion du Conseil en désignant par écrit soit en original, soit par téléfax ou par courriel muni d'une signature électronique (conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise), un autre Gérant comme son mandataire.

Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité au moins de ses membres est présente et/ou représentée et au moins un (1) Gérant de catégorie A et au moins un (1) Gérant de catégorie B est présent et/ou représenté. Un Gérant peut représenter plus d'un de ses collègues, à condition que deux (2) Gérants au moins soient présents à la réunion ou y participent par un moyen de communication qui est autorisé par les Statuts ou par la Loi. Les décisions sont prises à la majorité des voix des Gérants présents et/ou représentés sous réserve qu'une résolution ne sera pas valablement prise sans être approuvée par au moins un (1) Gérant de catégorie A et au moins un (1) Gérant de catégorie B.

Au cas où lors d'une réunion, il existe une parité des votes pour et contre une résolution, la voix du Président de la réunion sera prépondérante.

Tout Gérant peut participer à la réunion du Conseil par conférence téléphonique, vidéo conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) tous les Gérants participant à la réunion peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion peut entendre les autres participants et leur parler, (iii) la réunion est retransmise en direct et (iv) les Gérants peuvent valablement délibérer. La participation à une réunion par un tel moyen de communication équivalra à une participation en personne à une telle réunion. Une réunion du Conseil qui se tient par le biais de tels moyens de communication sera considérée comme s'étant tenue au Luxembourg.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, en cas d'urgence ou de circonstances exceptionnelles le justifiant, une résolution du Conseil peut également être prise par écrit. Une telle résolution doit consister en un seul ou plusieurs documents contenant les résolutions et signés, manuellement ou électroniquement par une signature électronique (conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise) par tous les Gérants. La date d'une telle résolution est la date de la dernière signature.

L'article 13 ne s'applique pas dans le cas où la Société est administrée par un Gérant Unique.

**Art. 14. Procès-verbaux de réunions du Conseil et Procès-verbaux des résolutions du Gérant Unique.** Les résolutions prises par le Gérant Unique sont inscrites dans des procès-verbaux tenus au siège social de la Société.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil sont signés par le Président ou un membre du Conseil qui en aura assumé la présidence ou par tous les Gérants ayant assisté à la réunion. Les procès-verbaux des résolutions prises par le Gérant Unique sont signés par le Gérant Unique.

Les copies ou extraits de procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs sont signés par le Président, deux (2) Gérants ou le Gérant Unique (le cas échéant).

**Art. 15. Pouvoirs du Conseil.** Le Conseil ou, le cas échéant, le Gérant Unique est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires de la Société et autoriser et/ou exécuter ou faire exécuter tous les actes de disposition et d'administration correspondant à l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou par les Statuts à l'Assemblée Générale sont de la compétence du Conseil ou, le cas échéant, du Gérant Unique.

**Art. 16. Délégation de pouvoirs.** Le Conseil peut nommer un délégué à la gestion journalière, Associé ou non, membre du Conseil ou non, qui aura les pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière et les affaires de la Société.

Le Conseil peut nommer une personne, Associé ou non, Gérant ou non, en qualité de représentant permanent de toute entité dans laquelle la Société est nommée membre du conseil d'administration. Ce représentant permanent agira de son propre chef, mais au nom et pour le compte de la Société et engagera la Société en sa qualité de membre du conseil d'administration d'une telle entité.

Le Conseil est aussi autorisé à nommer une personne, Gérant ou non, pour l'exécution de missions spécifiques à tous les niveaux de la Société.

**Art. 17. Signatures autorisées.** La Société est engagée en toutes circonstances vis-à-vis des tiers par (i) la signature conjointe d'un (1) gérant de catégorie A et d'un (1) gérant de catégorie B, ou le cas échéant, (ii) la signature du Gérant Unique.

La Société est également engagée par la signature conjointe de toutes personnes ou l'unique signature de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil ou par le Gérant Unique, et ce dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés. Dans les limites de la gestion journalière, la Société sera engagée par la seule signature, selon le cas, de la personne nommée à cet effet conformément au premier paragraphe de l'article 16 ci-dessus.

**Art. 18. Responsabilité du (des) Gérant(s).** Le(s) Gérant(s) ne contractent, en raison de leur position, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi. Ils ne sont que des agents autorisés et ne sont donc simplement responsables que de l'exécution de leur mandat.

**Art. 19. Commissaire(s) aux comptes.** Si le nombre d'Associés dépasse vingt-cinq (25), les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaire(s) aux comptes ou, dans les cas prévus par la Loi, par un réviseur d'entreprises agréé.

Les Associés nomment le(s) commissaire(s) aux comptes, s'il y a lieu, et le réviseur d'entreprises agréé, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur fonction pour une période ne pouvant excéder six (6) ans. Le(s) commissaire(s) aux comptes et le réviseur d'entreprises agréé sont rééligibles.

**Art. 20. Exercice social.** L'exercice social de la Société commence le premier (1<sup>er</sup>) janvier et se termine le trente-et-un (31) décembre de chaque année.

**Art. 21. Comptes annuels.** Chaque année, à la fin de l'année sociale, le Conseil ou, le cas échéant, le Gérant Unique dressera les comptes annuels de la Société dans la forme requise par la Loi.

Chaque Associé peut inspecter l'état comptable ci-dessus et les comptes annuels au siège social de la Société.

**Art. 22. Affectation des bénéfices.** Il est prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société cinq pour cent (5%) qui sont affectés à la réserve requise par la loi. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social souscrit de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de temps à autre, conformément à l'article 6 ci-dessus, et deviendra à nouveau obligatoire si la réserve légale descend en dessous de ce seuil d'un dixième (1/10).

L'Assemblée Générale annuelle décide de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel et décide de payer des dividendes de temps à autre, comme elle estime à sa discrétion convenir au mieux à l'objet et à la politique de la Société et dans les limites de la Loi.

Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués, à tout moment, dans les conditions suivantes:

- (i) le Conseil ou, le cas échéant, le Gérant Unique, dresse des comptes intérimaires;
- (ii) les comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris les primes d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit des pertes reportées et des sommes à allouer à la réserve légale;
- (iii) le commissaire aux comptes de la Société, le cas échéant, a considéré dans son rapport au Conseil que les conditions (i) et (ii) ci-dessus ont été satisfaites;
- (iv) la décision de distribuer des acomptes sur dividendes doit être prise par les Associés, le Conseil ou, le cas échéant, le Gérant Unique, dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;
- (v) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société;
- (vi) si les acomptes sur dividendes qui ont été distribués dépassent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les Associés doivent rembourser l'excédent à la Société.

**Art. 23. Dissolution.** La Société n'est pas dissoute du fait de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de la faillite, de l'insolvabilité ou de tout autre événement similaire affectant un (1) ou plusieurs Associés.

La Société peut être dissoute, à tout moment, par une résolution de l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modifications des Statuts, dans les conditions prévues à l'article 11 ci-dessus. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'Assemblée Générale décidant cette liquidation. Cette Assemblée Générale déterminera également les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateur(s).

Le boni de liquidation, après la réalisation des actifs et le paiement des dettes, sera distribué aux Associés proportionnellement aux Parts Sociales détenues par eux.

**Art. 24. Droit applicable.** Toutes les questions qui ne sont pas régies expressément par les présents Statuts seront tranchées conformément à la Loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les Associés.

*Dispositions transitoires*

Le premier exercice social commence aujourd'hui et se termine le 31 décembre 2015.

*Souscription et libération*

Les Statuts ayant ainsi été arrêtés, l'Associé Fondateur, représenté tel que décrit ci-dessus, déclare qu'il souscrit à douze mille cinq cents (12.500) parts sociales représentant la totalité du capital social souscrit de la Société.

Toutes ces parts sociales ont été entièrement libérées par l'Associé Fondateur par un paiement en numéraire, de sorte que le montant de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500.-) payé par l'Associé Fondateur est désormais à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

*Déclaration - Estimation des frais*

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées aux articles 182 et 183 de la Loi et en constate expressément l'accomplissement. Il confirme en outre que ces Statuts sont conformes aux dispositions des articles 27 et 184 de la Loi.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte, sont estimés approximativement à la somme de EUR 1.200.-

*Résolutions de l'associé unique*

L'Associé Fondateur, représenté tel que décrit ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social souscrit de la Société, a pris les résolutions suivantes:

(a) le nombre de gérants de la Société est fixé à deux (2);

(b) la personne suivante est nommée en tant que gérant de la Société ayant un pouvoir de signature A:

- Krystel Stoffel, née le 10 juillet 1984 à Arlon (Belgique), dont l'adresse professionnelle est au 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

et la personne suivante est nommée en tant que gérant de la Société ayant un pouvoir de signature B:

- Christophe Gaul, né le 3 avril 1977 à Messancy (Belgique), dont l'adresse professionnelle est au 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

(c) les membres du Conseil sont nommés pour une période indéterminée; et

(d) l'adresse du siège social de la Société est fixée au 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête du mandataire de la partie comparante, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête du mandataire de cette même partie comparante et en cas de divergence entre les versions anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé, même date qu'en tête des présentes à Luxembourg.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, connu du notaire soussigné par son nom, prénom usuel, état civil et demeure, ledit mandataire de la partie comparante a signé avec le notaire soussigné le présent acte.

Signé: A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24 décembre 2014. Relation: LAC/2014/63367. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 20 janvier 2015.

Référence de publication: 2015011239/656.

(150012977) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2015.

---

**Construct-Design S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1370 Luxembourg, 136, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 155.185.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015011917/9.

(150014228) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

---

**EPF Acquisition Opera S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. EPF Acquisition Co 24 S.à.r.l.).**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 187.255.

In the year two thousand and fifteen, on the sixteenth day of January.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

**THERE APPEARED:**

Apollo EPF II Partnership, a Marshall Islands partnership whose registered office is at c/o Trust Company of the Marshall Islands, Trust Company Complex, Ajeltake Island, Ajeltake Road P.O. Box 1405, Majuro, Marshall Islands MH96960, duly represented by Mr. Liridon ELSHANI, private employee, having his professional address in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on January 15<sup>th</sup>, 2015 in New York.

The proxy, after having been signed “ne varietur” by the proxyholders and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

The appearing party is the sole shareholder (the “Sole Shareholder”) of EPF Acquisition Co 24 S.à r.l., a société à responsabilité limitée existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 44, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 187255 (the “Company”) incorporated pursuant a deed of the undersigned notary on May 15<sup>th</sup> 2014, and published on July 30<sup>th</sup> 2014 in Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2001, and whose articles of incorporation have not been amended since.

The Sole Shareholder then reviewed the following agenda (the “Agenda”):

*Agenda*

1. Change of name of the Company to "EPF Acquisition Opera S.à r.l."; and
2. Subsequent amendment of article 1 of the Company's articles of association.

Further to the review of the different items composing the Agenda, the Sole Shareholder, representing the entire share capital of the Company, requested the notary to act the following resolutions:

*First resolution*

The Sole Shareholder resolves to change the name of the Company to "EPF Acquisition Opera S.à r.l."

*Second resolution*

As a consequence of the foregoing resolution, the Sole Shareholder resolves to amend article 1 of the Company's articles of association in order to read as follows:

“ **Art. 1. Name.** The name of the company is “EPF Acquisition Opera S.à r.l.” (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles)”.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French translation. On express request of the same appearing person, and in case any divergences would arise between the French and the English text, the English text will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by surname, name and residence, said person signed together with Us, the notary, the present original deed.

**Suit la traduction en français du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le seize janvier.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

**A COMPARU:**

Apollo EPF II Partnership, une société constituée et existante sous les lois des îles Marshall, ayant son siège social à c/o Trust Company of the Marshall Islands, Trust Company Complex, Ajeltake Island, Ajeltake Road, P.O. Box 1405, Majuro, Marshall Islands, MH 96960,

dûment représentée par Monsieur Liridon ELSHANI, employé privé, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à New York le 15 janvier 2015.

La procuration, signée «ne varietur» par les mandataires et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante est l'Associé unique («Associé Unique») de la société EPF Acquisition Co 24 S.à r.l., une société constituée et existante sous les lois du Grand-duché de Luxembourg, ayant son siège social au 44, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, inscrite auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 187.255 (la «Société») constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 15 mai 2014, et publié en date du 30 juillet 2014 au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2001 et dont les statuts n'ont pas changé depuis.

La partie comparante a ensuite considéré l'ordre du jour suivant (l'«ordre du jour»):

*Ordre du jour:*

1. Changement de la dénomination sociale de la Société en «EPF Acquisition Opera S.à r.l.»; et
4. Modification corrélative de l'article 1 des statuts de la Société.

Après considération des différents points à l'ordre du jour, l'Associé unique, représentant l'intégralité du capital social de la Société, a requis du notaire soussigné qu'il prenne acte des résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'Associé unique décide de changer la dénomination sociale de la société en «EPF Acquisition Opera S.à r.l.».

*Deuxième résolution*

Suite à la résolution précédente, l'Associé unique décide de modifier l'article 1<sup>er</sup> des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Le nom de la société est "EPF Acquisition Opera S.à r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).»

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais déclare qu'à la demande du comparant le présent acte est dressé en langue anglaise suivi d'une traduction française. A la demande de cette même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, en foi de quoi, le présent document a été préparé à Luxembourg, à la date donnée en tête.

Le document ayant été lu au comparant, connu du notaire par son nom, prénom, état civil et domicile, le comparant a signé, avec le notaire, le présent acte.

Signé: L. Elshani et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 19 janvier 2015. 2LAC/2015/1309. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

*Le Receveur (signé): Paul Molling.*

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 janvier 2015.

Référence de publication: 2015011981/87.

(150014088) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.

**Chantilly S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 175.039.

—  
EXTRAIT

Il ressort du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 20 janvier 2015 que

CF Corporate Services

2, avenue Charles de Gaulle

L-1653 Luxembourg

R.C.S. Luxembourg B 165872

a été nommée en tant que dépositaire des actions au porteur de la Société Chantilly S.A. pour une durée indéterminée, en application de l'article 42 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 21 janvier 2015.

Référence de publication: 2015011892/17.

(150013634) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2015.